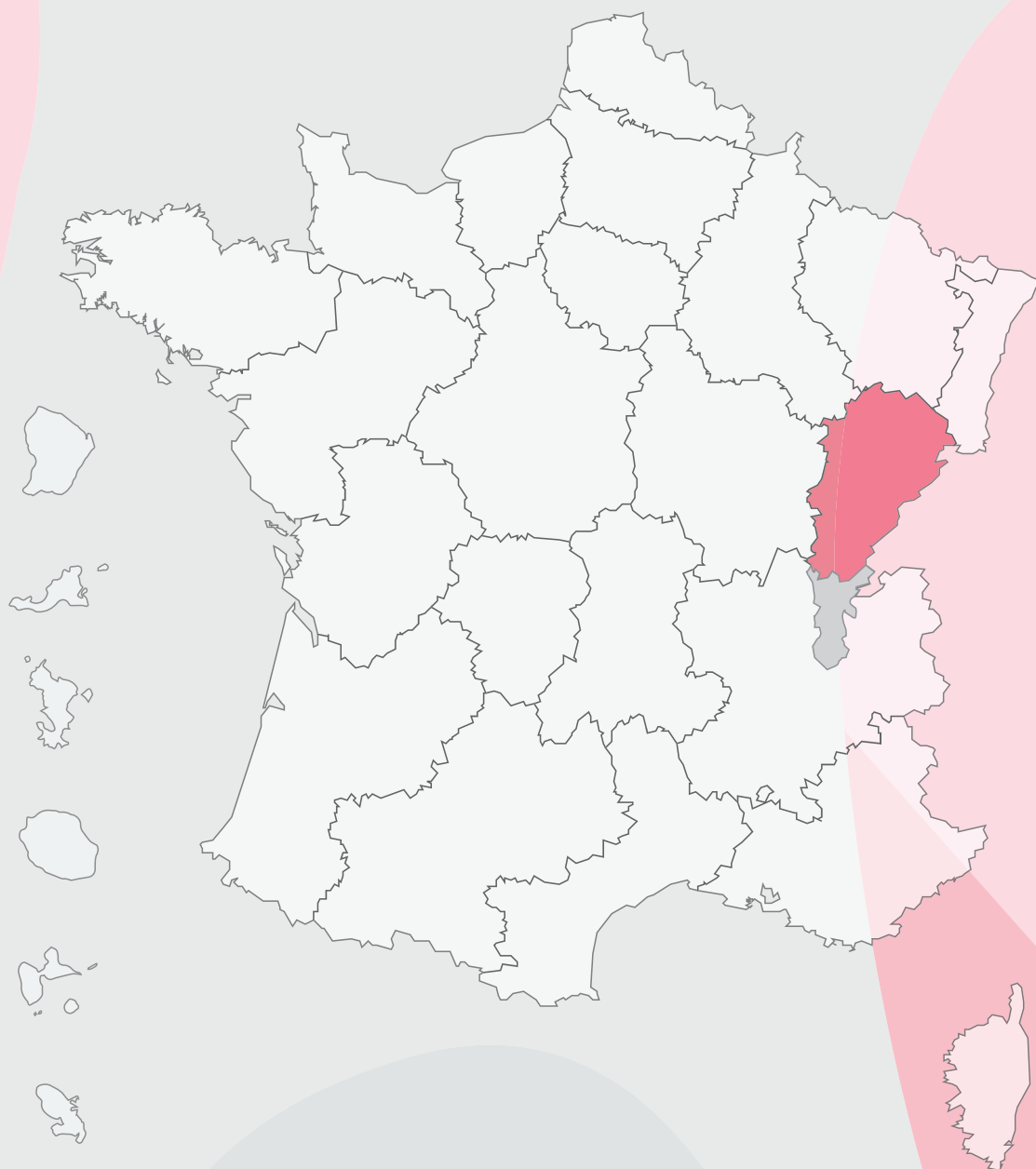


PROGRAMME OPÉRATIONNEL FRANCHE-COMTÉ ET MASSIF DU JURA 2014-2020

Document de mise en œuvre

Version 3.0 adoptée en comité de suivi le 24 mai 2016



Document de mise en œuvre (DOMO)

**Programme Opérationnel
FEDER/FSE**

**FRANCHE-COMTE
ET MASSIF DU JURA**

2014-2020

Modifications du DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Section/Axe/OS			Mesure	Page	Nature de la modification	Motif de la modification
Généralités				4	Mise à jour des textes de référence depuis la parution du décret d'éligibilité du 8 mars 2016 (et de l'arrêté correspondant)	Précision des règles générales d'éligibilité
				4	Ajout d'un paragraphe pour indiquer que toutes les dépenses prévus dans le décret du 8 mars 2016 et son arrêté sont éligibles dans le cadre du DOMO, sauf liste fermée des dépenses ou exceptions indiquées dans les fiches de chaque objectif spécifique.	Précision des règles générales d'éligibilité
				4	Ajout d'un paragraphe précisant le type de dépenses identifiées sous le terme de "dépenses indirectes".	Modification de forme
				4-5	Ajout de la possibilité de recourir au taux forfaitaire de 25% pour la calcul des charges indirectes dans le cadre des opérations RIS3 (selon les modalités du règlement UE 480/2014).	Précision des règles générales d'éligibilité
				5	Ajout d'un paragraphe sur les recettes (différentes modalités de calcul), la publicité (éligibilité de toute dépense de communication directement liée à l'opération), la TVA (éligibilité de la TVA si et seulement si la TVA n'est pas récupérable par le bénéficiaire)	Modification de forme
				5	Ajout d'un paragraphe pour rappeler l'ensemble des dispositions à respecter pour chaque opération : situation financière du demandeur, comptabilité séparée, obligations réglementaires (publicité, commande publique, interdiction de double financement, aides d'état) + ajout d'un tableau récapitulatif des régimes d'aides pouvant être mobilisés dans les différents objectifs spécifiques.	Modification de forme
				5	Ajout d'un paragraphe pour indiquer les dérogations autorisées à l'article 70 relatif à l'éligibilité géographique des opérations. Des opérations ne se déroulant pas exclusivement sur le territoire franc-comtois pourront être éligibles uniquement pour l'axe 1 et 2, dans la mesure où le montant de ces opérations ne dépasse pas 15% de la maquette de la priorité d'investissement.	
					Suppression des abréviations des directions opérationnelles de la Région, remplacement par "Direction en charge de..."	Modification de forme
					Ajout dans les dépenses éligibles des dépenses directes de publicité pour les objectifs spécifiques comportant des listes fermées de dépenses éligibles.	Modification de forme
1	1.3	Création-reprise d'entreprises		12	Réécriture complète de la fiche. Séparation en deux actions 1) Accompagnement à la création, transmission, reprise d'entreprises 2) instruments financiers Précision des critères d'éligibilité et de sélection pour chaque action.	Modification des critères d'éligibilité et de sélection des opérations
1	1.4	investissement matériel et immatériel des entreprises		14	Réécriture complète de la fiche. Séparation en trois actions 1) Soutien aux filières ou écosystèmes 2) soutien aux PME 3) Instruments financiers Généralisation du plancher de 100 000 € de coût total (initialement imposé pour les dossiers individuels = nouvelle action 2) aux actions de soutien des filières (Action 1). Précision des critères d'éligibilité et de sélection pour chaque action.	Modification des critères d'éligibilité et de sélection des opérations
3	3.1	Énergies renouvelables - Bois énergie		25;28	Concernant les plateformes de stockage, l'alimentation de plusieurs chaufferies devient un critère d'éligibilité. Par conséquent, les projets de contrats d'approvisionnement des chaufferies seront demandés.	Modification des critères d'éligibilité et de sélection des opérations

La numérotation des pages correspond à la version 2 du DOMO validée par le comité de suivi le 9 octobre 2015 et mise en ligne à l'adresse suivante : <http://www.europe-en-franche-comte.eu/FEDER/FEDER-2014-2020>

SOMMAIRE

Textes de référence et règles d'éligibilité.....	5
Précisions complémentaires au décret d'éligibilité des dépenses	5
Frais de personnel FSE.....	5
Dépenses indirectes.....	5
Frais de déplacement dans le cadre de l'assistance technique.....	7
Autofinancement	7
Recettes	7
Publicité	8
TVA.....	8
Généralités concernant l'éligibilité des projets	8
Porteur de projet.....	8
Situation financière	8
Mise en place d'une comptabilité séparée.....	9
Obligations réglementaires.....	9
Publicité de l'aide européenne	9
Respect de la commande publique	9
Absence de double financement	10
Respect de la réglementation des aides d'Etat	10
Montants minimum de fonds UE.....	12
FEDER	12
FSE	12
Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services	13
OS 1.1 : Augmenter les activités de RDI dans les domaines de la RIS 3 par un renforcement des capacités des centres de recherche.....	13
OS 1.2 : Augmenter le nombre de projets collaboratifs dans le cadre de la RIS3	15
OS 1.3 : Accroître le nombre de créations et de transmissions/reprises d'entreprises.....	19
OS 1.4 : Soutenir l'investissement matériel et immatériel des entreprises et des filières.....	25
Axe 2 : Promouvoir l'utilisation intelligente des TIC en faveur de la société et de l'économie.....	33

OS 2 : Améliorer la qualité et l'accès aux services grâce au numérique en Franche-Comté	33
Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique.....	37
OS 3.1 : ENR - Méthanisation.....	37
OS 3.1 : ENR – Bois énergie	41
OS 3.1 : ENR – Géothermie	47
OS 3.2 : Réduire la consommation énergétique dans le logement social - Investissements.....	53
OS 3.3 : Réduire la consommation énergétique des bâtiments publics de l'enseignement supérieur	57
OS 3.2 et 3.3 : Ingénierie	59
OS 3.4 : Réduire l'utilisation de la voiture dans les déplacements domicile-travail .	61
Annexe : Carte des communes éligibles à l'OS 3.4.....	65
Annexe : Liste des communes éligibles à l'OS 3.4	66
Axe 4 : Mettre la formation et la qualification au service d'une économie locale pourvoyeuse d'emplois.....	79
OS 4.1 : Améliorer les connaissances de base des personnes faiblement qualifiées à travers une meilleure intégration dans des parcours de formation	79
OS 4.2 : Augmenter le niveau de qualification des actifs	81
Axe 5 : Favoriser une approche intégrée du développement urbain durable	83
OS 5.1 : Augmenter la qualité de l'environnement en réhabilitant les espaces dégradés des pôles métropolitains.....	83
OS 5.2 : Augmenter la qualité du cadre de vie dans les quartiers prioritaires	85
Annexe : Liste des quartiers Politiques de la Ville éligibles à l'OS 5.2.....	88
Axe 6 : Promouvoir un développement touristique durable du Massif du Jura ..	89
OS 6.1 : Augmenter la qualité de l'offre d'hébergement touristique du massif du Jura.....	89
OS 6.2 : Augmenter l'attractivité du massif du Jura	91
Annexe : Liste des communes éligibles à l'Axe 6.....	94
Axe 7 - Assistance technique FEDER.....	113
OS 7.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FEDER	113
Axe 8 - Assistance technique FSE.....	115
OS 8.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FSE	115

Textes de référence et règles d'éligibilité

(Modifié en version 3.0)

Le texte de référence communautaire est le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ainsi que les règlements délégués et règlements d'exécution associés.

Le texte de référence national est le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020, ci-après dénommé « décret d'éligibilité des dépenses » et l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020.

Liens Légifrance :

Décret :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032174265&categorieLien=id>

Arrêté : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/3/8/ARCR1531772A/jo>

Précisions complémentaires au décret d'éligibilité des dépenses

(Ajouté en version 3.0)

Sauf liste fermée de dépenses inscrites dans les fiches DOMO par objectif spécifique ci-après dans le document, toutes les dépenses inscrites dans décret d'éligibilité et l'arrêté correspondant sont éligibles. Il incombera au service instructeur d'examiner les dépenses prévues par le bénéficiaire et d'analyser si ces dépenses sont directement liées à la mise en œuvre de l'opération par le bénéficiaire. Au cas où des dépenses ne seraient pas directement reliées à la mise en œuvre de l'opération, elles seront considérées comme étant intégrées aux dépenses indirectes de l'opération (voir ci-dessous).

Frais de personnel FSE

Concernant les temps de préparation, de suivi et de contrôle des formateurs liés aux heures de face à face, il est à noter que dans les actions de formation les coûts inhérents sont souvent valorisés par l'application d'un coefficient multiplicateur (par exemple : votés par le Conseil d'administration ou repris dans un accord d'entreprise).

Dépenses indirectes

(Modifié en version 3.0)

Les dépenses indirectes couvrent tous les postes de dépenses qui ne pourraient pas être reliés directement à l'opération, par exemple loyers, frais postaux, formation des employés des structures, personnel administratif et comptable, déplacement des employés sans lien avec l'opération, frais administratifs...

L'Autorité de gestion a choisi de recourir aux possibilités offertes par les options de coûts simplifiés détaillées dans le règlement général UE n°1303/2013 (articles 67 et 68), dans le règlement relatif au FSE UE n°1304/2013 (article 14-2) et dans le règlement délégué n°480/2014 relatif aux coûts simplifiés RDI (article 20).

Dans le cadre du PO FEDER/FSE Franche-Comté et massif du Jura 2014-2020, plusieurs catégories ont été retenues pour l'application d'un taux forfaitaire pour le calcul des dépenses indirectes :

- **Cas général** : taux forfaitaire de 15% sur la base des dépenses directes de personnel mobilisé dans le cadre de l'opération
- **Cas particulier du FEDER pour les opérations RIS3 (OS 1.1 et 1.2) relevant des catégories d'intervention n°60 à 65** : le taux forfaitaire de 25% sur la base de toutes les dépenses directes de l'opération à l'exclusion des coûts directs éligibles de sous-traitance (prestations externes) et du coût des ressources mises à disposition par des tiers qui ne sont pas utilisées dans les locaux du bénéficiaire (contribution en nature utilisées hors des locaux du bénéficiaire), ainsi que du soutien financier accordé à des tiers (extrait de l'article 29 du règlement n°1290/2013 définissant les règles de participation à H2020), pourra être utilisé. *(Ajouté en version 3.0)*
- **Cas particulier du FSE** :
 - Catégorie 1 : Opérations mises en œuvre en grande partie par le bénéficiaire (le bénéficiaire présente des dépenses de personnel importantes au vu des autres postes de dépenses) : taux forfaitaire de 40% sur la base des dépenses directes de personnel mobilisé dans le cadre de l'opération (article 14-2 du règlement FSE UE n°1304-2013).
 - Catégorie 2 : Opérations présentant plusieurs catégories de dépenses à des montants importants (le bénéficiaire présente avant tout des dépenses de personnel, mais peut également valoriser des charges de fonctionnement conséquentes) : taux forfaitaire de 20% sur la base des dépenses directes hors prestations, selon les modalités prévues par l'arrêté du 2 août 2010 relatif à la forfaitisation des coûts indirects des opérations recevant une participation du FSE¹.

¹ Dans le cas de l'AFPA, non éligible à cet arrêté, le taux de 15% prévu par le règlement UE n°1303/2013 sera utilisé.

Postes de dépenses	Taux forfaitaire utilisé pour calculer les dépenses indirectes			
	Cas général	FEDER Opérations RIS3	FSE	
			Catégorie 1	Catégorie 2
Dépenses directes de personnel				
Prestations externes				
Autres dépenses directes				
Contributions en nature				
Dépenses indirectes				
Taux forfaitaire appliqué	15%	25%	40%	20%



Dépenses sur lesquelles s'applique le taux
Dépenses devant être justifiées

Dépenses devant être justifiées

Dépenses couvertes par la forfaitisation
Dépenses ne devant pas être justifiées (acquises au prorata des dépenses réelles sur lesquelles porte le taux)

Frais de déplacement dans le cadre de l'assistance technique

Pour le calcul des frais de déplacement liés aux opérations d'assistance technique concernant les agents du Conseil régional de Franche-Comté, les modalités de l'arrêté du 3 juillet 2006² seront utilisées, conformément à l'article 67.5.c du règlement général.

Autofinancement

Les plans de financement présentés doivent le cas échéant respecter la réglementation en vigueur concernant financements apportés par les maîtres d'ouvrage et notamment le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement (ainsi que ses nombreuses exceptions) et le Code général des collectivités territoriales.

Recettes

(Ajouté en version 3.0)

² Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat

Les recettes pourront être calculées et prises en compte selon plusieurs méthodes :

- Méthode de calcul des recettes nettes actualisées (calcul du déficit de financement) selon les articles 15 à 19 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) no 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil;
- Application d'un taux forfaitaire prévu dans l'Annexe V du règlement UE n°1303/2013 selon la nature de l'opération ;
- Application du taux forfaitaire prévu à l'article 2 du règlement délégué UE n°1516/2015 du 10 juin 2015 fixant, conformément au règlement (UE) no 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil, un taux forfaitaire pour les opérations financées par les Fonds structurels et d'investissement européens dans le secteur de la recherche, du développement et de l'innovation.

Publicité

(Ajouté en version 3.0)

Afin de permettre aux bénéficiaires de satisfaire à leurs obligations en matière de publicité, les dépenses de communication, directement liées à l'opération, seront éligibles pour l'ensemble des objectifs spécifiques du programme. Il s'agira de dépenses de communication de l'opération (publicité de l'intervention européenne) et non de la communication plus large du bénéficiaire.

TVA

(Ajouté en version 3.0)

La TVA est éligible si et seulement si elle n'est pas récupérable, c'est-à-dire s'il n'y a pas de possibilité de la récupérer (voir article 69 point 3c du règlement UE n°1303/2013). Par conséquent, un porteur de projet qui récupérerait seulement une partie de sa TVA ne pourrait pas prétendre à des financements européens sur la partie non récupérée.

Généralités concernant l'éligibilité des projets

(Ajouté en version 3.0)

L'ensemble des points décrits ci-dessous sera examiné pour chaque demande d'aide.

Porteur de projet

Situation financière

Le demandeur doit justifier d'une situation financière saine. La santé financière sera examinée par le biais des bilans comptables des 3 derniers exercices, fournis à l'appui de la demande d'aide. Dans certains cas, l'avis de la Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne Franche-Comté sera sollicité.

Mise en place d'une comptabilité séparée

L'attention du porteur est attirée sur la nécessité de tenir une comptabilité séparée (code comptable, comptabilité analytique ou à défaut, suivi détaillé pour chaque nouvelle dépense liée au projet). Chaque bénéficiaire doit être en capacité de suivre précisément et à tout instant les mouvements comptables liés à son opération (dépenses, ressources y compris les recettes).

Le service instructeur pourra demander au bénéficiaire à tout instant de fournir les justificatifs associés à ses dépenses. L'enlissement des pièces pourra être utilisé pour conserver les justificatifs.

Eligibilité géographique

Seules les opérations se déroulant en Franche-Comté sont éligibles au titre du programme.

A titre dérogatoire et en application de l'article 70 du règlement UE 1303/2013, les opérations de l'axe 1 et de l'axe 2 pourront être sélectionnées si elles ne se déroulent pas exclusivement sur le territoire régional. Cette dérogation pourra s'appliquer dans la mesure où le coût total des opérations concernées ne dépasse pas 15% du montant FEDER de la priorité d'investissement.

Obligations réglementaires

Il existe de nombreuses obligations à respecter pour les projets cofinancés par les fonds européens. Les principales sont présentées pour rappel ci-dessous :

Publicité de l'aide européenne

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de l'intervention européenne en faveur de son opération, dans toutes les actions de communication qu'il engagera, quels qu'en soient les supports.

L'emblème de l'Union européenne devra y figurer, de même que le logo « l'Europe s'engage en Franche-Comté ». Le terme « Union européenne » figure toujours en toutes lettres et il sera fait référence au Fonds ayant soutenu l'opération.

Le bénéficiaire s'assure que les participants à l'opération ont été informés du financement de l'opération par les Fonds européens, y compris le personnel de la structure bénéficiaire.

Les dépenses éligibles seront les dépenses de communication de l'opération (publicité de l'intervention européenne) et non de la communication plus large du bénéficiaire.

Respect de la commande publique

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires et nationales qui lui sont opposables et, notamment, les règles de concurrence et de passation des marchés publics. Le texte de référence est l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Pour toute dépense publique inférieure au seuil de dispense de mise en concurrence de l'ordonnance, une mise en concurrence doit tout de même être justifiée afin de se conformer aux règles européennes (voir dossier de demande).

En cas de non-respect de ces règles, la dépense concernée sera déclarée inéligible et pourra donc donner lieu à une réduction partielle ou totale de l'aide européenne. Le contrôle sera réalisé par le service instructeur tout au long du projet en application de la décision C(2013)-9527 de la Commission européenne en date du 19 décembre 2013 et de son annexe.

Absence de double financement

Une même opération ne peut pas être financée par deux fonds européens en même temps. Le bénéficiaire devra garantir qu'il n'a pas sollicité ni obtenu par ailleurs d'autres financements européens pour son opération.

Respect de la réglementation des aides d'Etat

Le tableau récapitulatif des régimes d'aides pouvant être utilisés pour chaque objectif spécifique est présenté ci-dessous.

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRINCIPAUX REGIMES D'AIDES AUX ENTREPRISES NOTIFIES ET EXEMPTES

					OBJECTIF SPECIFIQUE															
Titre	Référence	Entrée en vigueur	Expiration du régime	Commentaires	1.1	1.2	1.3	1.4	2	3.1	3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	5.1	5.2	6.1	6.2	
Régime cadre d'aide à finalité régionale	SA.39252	01/07/2014	31/12/2020				x	x										x	x	
Régime cadre d'aide en faveur des PME	SA.40453	01/01/2015	31/12/2020	Aides à l'investissement, aux services de conseil, à la participation aux foires, aux jeunes pousses.		x	x	x										x	x	
Régime cadre exempté d'aides à la protection de l'environnement	SA.40405	01/01/2015	31/12/2020					x		x	x	x	x					x		
Régime cadre exempté d'aides à la RDI	SA.40391	01/01/2015	31/12/2020		x	x	x	x												
Régime cadre exempté d'aides aux travailleurs défavorisés et handicapés	SA.40208	01/01/2015	31/12/2020																	
Régime cadre exempté d'aide en faveur de l'accès au financement des PME	SA.40390	01/01/2015	31/12/2020				x	x										x	x	
Régime cadre exempté d'aides à la formation	SA.40207	01/01/2015	31/12/2020			x	x	x												
Régime d'aide aux investissements des IAA	N215/2009	30/09/2009	31/12/2020	Régime prolongé par la décision SA 37461 (2013/N)				x												
Régime d'aide en faveur des infrastructures locales	SA.40206	05/12/2014	31/12/2020				x	x								x	x	x	x	
Aides en faveur culture et de la conservation du patrimoine	SA.42681	10/07/2015	31/12/2020						x										x	
Aides en faveur des infrastructures sportives et récréatives multifonctionnelles	SA.43197	10/09/2015	31/12/2020													x	x		x	
règlement des aides de-minimis	Rgt n°1407-2013		31/12/2020		x	x	x	x	x	x			x			x	x	x	x	
Décision d'exemption SIEG	Décision C/2011/9380		31/12/2016						x	x	x	x	x			x	x	x	x	
Règlement "de-minimis SIEG"	Rgt n°360-2012		31/12/2018						x	x	x	x	x			x	x	x	x	

(Ajouté en version 3.0)

Montants minimum de fonds UE

FEDER

Les demandes d'aide ne seront examinées par le service instructeur qu'à partir d'une sollicitation de 10 000 € de FEDER.

FSE

Les demandes d'aide ne seront examinées par le service instructeur qu'à partir d'une sollicitation de 5 000 € de FSE.

Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services

OS 1.1 : Augmenter les activités de RDI dans les domaines de la RIS 3 par un renforcement des capacités des centres de recherche

Résultat attendu	Faire émerger des projets RIS3 : cela passe par l'augmentation des capacités des centres de recherche : moyens humains, équipement, plateformes.
Indicateur de résultat	Dépense Intérieure de Recherche et Développement des Administrations - DIRDA (IR1)
Indicateurs de réalisation	Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien (CO24) Nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées (CO25)

Types d'actions

- Mise en place de plateformes à vocation technologique et économique dans le cadre de la démarche RIS3: aide à la mise en place, au fonctionnement et à l'investissement (création, rénovation d'infrastructures de recherche, acquisition d'équipements...). Cela s'adresse notamment aux centres de recherche, établissements de l'enseignement supérieur et aux établissements hébergeant des plateformes technologiques.
- Soutien au développement des ressources humaines de la recherche dans les domaines identifiés dans le cadre de la démarche RIS3 : participation aux salaires, soutien à la mobilité et l'accueil de chercheurs
- Actions de structuration et de coopération de la recherche à l'échelle régionale, interrégionale et transfrontalière dans le cadre de la démarche RIS3: projets de regroupement des centres de recherche et accompagnement des opérations scientifiques structurantes ;
- Soutien aux projets d'excellence technologique, notamment dans le cadre du programme investissement d'avenir, afin d'améliorer la visibilité et l'attractivité de la recherche : compétences et équipement ;
- Valorisation de la recherche à destination des entreprises ou de la société dans le cadre de la démarche RIS3 : projets de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, projets de maturation des projets issus de la recherche.

Bénéficiaires

Etablissements d'enseignement supérieur (dont les établissements publics à caractère scientifique et culturel et professionnel EPSCP), centres de recherche, établissements hébergeant des plateformes, fondations de coopérations scientifiques, fondations partenariales, ...

Sélection – Critères d'éligibilité

Sélection des projets : Appel à manifestation d'intérêt RIS3

Les opérations soutenues devront s'inscrire dans la stratégie de spécialisation intelligente et dans une démarche structurée génératrice de retombées économiques pour la Franche-Comté. Seront privilégiées celles qui permettent de mettre en œuvre l'ensemble de la chaîne de valeur de l'innovation, de la recherche à la mise sur le marché de produits ou procédés nouveaux, dans une démarche collaborative et de mutualisation des équipements.

Il s'agit notamment d'inciter les entreprises et les chercheurs à collaborer autour de « projets structurants importants » communs et à mutualiser leurs moyens selon une démarche interdisciplinaire, en tenant compte des préoccupations des entreprises ou filières régionales et dans le but d'en améliorer la compétitivité.

Les équipements soutenus au titre du FEDER devront être accessibles aux entreprises régionales, et plus particulièrement aux PME, de manière à les soutenir dans le développement de la recherche effectuée au sein des domaines stratégiques de la RIS3.

Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, dans le respect de la réglementation des aides d'état, **à l'exclusion** :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 60% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides aux entreprises (*modifié en version 2.0*)

Documents à joindre à la demande

Critère d'éco-conditionnalité : Présentation décrivant des éléments sur l'analyse des cycles de vie des matériaux et produits liés à l'activité de recherche soutenue par le programme (*modifié en version 2.0*).

Services consultés

(*modifié en version 2.0 et 3.0*)

Avis systématique	Direction en charge de la Recherche	Direction en charge de l'économie	Etat
Avis si thématique spécifique	Direction en charge des industries agro-alimentaires		

Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services

OS 1.2 : Augmenter le nombre de projets collaboratifs dans le cadre de la RIS3

Résultat attendu	Augmenter le nombre de projets collaboratifs ; Renforcer l'accès à de nouveaux marchés pour les entreprises en facilitant le transfert de connaissances et de technologies ; Encourager les entreprises à développer de nouveaux produits.
Indicateur de résultat	Nombre de brevets (IR2)
Indicateurs de réalisation	Nombre d'entreprises soutenues (CO01) Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche (CO26) Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (CO27) Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour lancer des produits nouveaux pour le marché (CO28) Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour introduire des produits nouveaux pour l'entreprise (CO29)

Types d'actions

- Actions visant à identifier, accompagner, suivre et évaluer, sur toute leur durée de grands projets industriels de R&D, y compris la dimension transfrontalière et interrégionale : expertises, benchmarking, accompagnement ;
- Renforcement des compétences en innovation dans le cadre de la RIS3 : notamment mise en place de formations et mise à disposition de personnel scientifique et/ou technologique dans les entreprises;
- Soutien aux projets RIS3 dans les domaines d'action stratégiques : personnels, équipements, formations, ...
 - o portés par des entreprises ou des industriels et impliquant des PME
 - o collaboratifs (entreprises – laboratoire de recherche et entreprises-entreprises)

Bénéficiaires

Etablissements d'enseignement supérieur (dont les établissements publics à caractère scientifique et culturel et professionnel EPSCP), centres de recherche, établissements hébergeant des plateformes, fondations de coopérations scientifiques, fondations partenariales, ...

Entreprises³

Instruments financiers

Sélection – Critères d'éligibilité

Sélection des projets : Appel à manifestation d'intérêt RIS3

Les opérations soutenues devront s'inscrire dans la stratégie de spécialisation intelligente et dans une démarche structurée génératrice de retombées économiques pour la Franche-Comté. Seront privilégiées celles qui mettent en œuvre l'ensemble de la chaîne de valeur de l'innovation, de la recherche à la mise sur le marché de produits ou procédés nouveaux, dans une démarche collaborative et de mutualisation des équipements.

Il s'agit notamment d'inciter les entreprises et les chercheurs à collaborer autour de «projets structurants importants » communs et à mutualiser leurs moyens selon une démarche interdisciplinaire, en tenant compte des préoccupations des entreprises ou filières régionales et dans le but d'en améliorer la compétitivité.

Les équipements soutenus au titre du FEDER devront être accessibles aux entreprises régionales, et plus particulièrement aux PME, de manière à les soutenir dans le développement de la recherche effectuée au sein des secteurs clés de la RIS3.

Pour l'ensemble de l'objectif spécifique, les aides publiques concernant la mise en œuvre du projet collaboratif devront porter majoritairement sur les entreprises (*modifié en version 2.0*).

Lorsque les opérations présentées portent sur la mise en place d'instruments financiers, ceux-ci doivent être compatibles avec une évaluation ex-ante spécifique.

Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, dans le respect de la réglementation des aides d'état, **à l'exclusion** :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 60% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état (*modifié en version 2.0*).

³ Y compris entreprises de l'Industrie Agroalimentaire dans le cadre de projets collaboratifs

Documents à joindre à la demande

Plan de financement de chaque partenaire du projet

Plan de financement consolidé avec tous les partenaires du projet

Critère d'éco-conditionnalité : Présentation décrivant des éléments sur l'analyse des cycles de vie des matériaux et produits liés à l'activité économique soutenue par le programme (*modifié en version 2.0*).

Services consultés

(*modifié en version 2.0 et 3.0*)

Avis systématique	Direction en charge de la Recherche	Direction en charge de l'économie	Etat
Avis si thématique spécifique	Direction en charge des industries agro-alimentaires		

Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services

OS 1.3 : Accroître le nombre de créations et de transmissions/reprises d'entreprises

Résultat attendu	Augmenter la création d'entreprises, en lien avec les objectifs de la SRDE, et notamment l'entrepreneuriat féminin ; Faciliter la transmission d'entreprises, dans un contexte de nombreux départs en retraite de dirigeants ; Améliorer la pérennité de ces nouvelles entreprises et par conséquent les emplois.
Indicateur de résultat	Taux de création d'entreprises (IR3)
Indicateurs de réalisation	Nombre d'entreprises soutenues (CO01) Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions (CO03) Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (CO04) Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (CO05) Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) (CO07) Augmentation de l'emploi dans les entreprises bénéficiant d'un soutien (CO08)

(Modifié en version 3.0)

ACTION 1 : ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION, TRANSMISSION, REPRISE D'ENTREPRISES

Types d'actions

- **Sensibilisation :**
 - Actions de diffusion de l'entrepreneuriat, sensibilisation et promotion
 - Promotion et développement de l'essaimage⁴ et de la transmission
 - Entrepreneuriat social
 - Incitativité auprès des cédants et repreneurs potentiels
 -
- **Accompagnement :**
 - Soutien aux pépinières, couveuses, incubateurs d'entreprises : personnel, prestation, équipements, coaching
 - Soutien aux organismes d'accompagnement à la création d'entreprises, dans leurs missions d'accueil des porteurs de projets jusqu'à l'immatriculation de leur entreprise (accueil des porteurs de projets, aide au montage du projet, accompagnement, coaching...)

⁴ Démarche consistant pour une entreprise à aider un (ou plusieurs) de ses salariés à créer sa propre société ou à en reprendre une

-
- **Suivi post-création ou post-reprise :**
- Actions de suivi aux porteurs de projet à partir de l'immatriculation de leur entreprise : appui aux entrepreneurs, suivi des nouvelles entreprises, coaching...

Bénéficiaires

Structures d'accompagnement et de sensibilisation, chambres consulaires, syndicats professionnels...

Entreprises, associations et réseaux (pépinières, couveuses, incubateurs ...), dont les structures relevant de l'ESS⁵ ...

Précision concernant les porteurs de projets disposant de ressources publiques stables :

Ils devront justifier que le financement du programme d'action, sujet de la demande d'aide FEDER, n'est pas possible avec le financement normal de la structure et nécessite l'appui des fonds européens. Ceci sera vérifié par l'intermédiaire d'une comptabilité analytique par action.

Modalités de sélection

Appels à projets pour la création d'entreprise

Au fil de l'eau pour les autres actions

Critères d'éligibilité

Ces projets devront viser la création ou la reprise de PME (public cible).

Les projets de création/reprise d'entreprise devront constituer l'activité principale des bénéficiaires.

Les actions seront éligibles sur une période de 3 ans maximum et devront faire l'objet d'une évaluation à l'issue de l'opération, qui permettra d'estimer s'il y a encore des besoins à l'issue du projet justifiant le dépôt d'une nouvelle demande d'aide.

La phase de sensibilisation pourra être mise en œuvre de façon collective.

La phase d'accompagnement jusqu'à l'immatriculation de l'entreprise devra être mise en œuvre de façon individualisée.

La phase de suivi post-création ou post-reprise est obligatoire et doit correspondre à un minimum de 2 jours par an sur une durée de 2 ans par créateur/repreneur accompagné par la structure, après l'immatriculation de l'entreprise.

Critères de sélection

Nombre d'emplois créés

Nombre d'entreprises créées

Nombre d'autoentreprises créées

Nombre de personnes accompagnées

Durée et nombre de jours de suivi par créateur/repreneur

⁵ ESS : économie sociale et solidaire – voir article 1 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014

Proportion des accompagnements ayant abouti à une immatriculation (ou une création d'emploi dans une coopérative d'activité) au cours des actions antérieures

Proportion d'entreprises de plus de 2 ans accompagnées au cours des actions antérieures (pérennisation des entreprises)

Une attention particulière sera portée aux projets:

- comportant des actions spécifiques en direction des publics suivants : jeunes, femmes, demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap et personnes âgées de plus de 50 ans,
- sous forme coopérative,
- porteurs d'innovation sociale,
- démontrant un effet levier sur les financements privés s'intégrant à la RIS3 ;

Dépenses éligibles

Frais de personnel directs liés à l'opération :

Salaire brut chargé des salariés directement impliqués dans la mise en œuvre de l'opération.

Pour les actions d'accompagnement à la création d'entreprises, le temps de travail consacré à l'opération par chaque salarié concerné doit être au moins égal à 30% par an pendant la phase d'accompagnement (y compris la phase de sensibilisation) jusqu'à l'immatriculation des entreprises.

Les dépenses de personnel intérimaire et de prestataires ne sont pas considérées comme des frais de personnel directs.

Frais directs et prestations externes liés à l'opération :

- Frais de communication de l'opération (et non de la structure)
- Frais liés à l'organisation d'événements ponctuels liés à l'opération (location ponctuelle de salles, etc...)
- Toute autre dépense directement liée au projet, sous réserve d'une analyse préalable par le service instructeur (décret d'éligibilité des dépenses n°2016-279 du 8/03/16).

Frais généraux :

- Coûts indirects liés à la mise en œuvre de l'opération calculés au moyen d'un taux forfaitaire de 15% des frais de personnels directs éligibles (loyers, frais postaux, formation des employés des structures, personnel administratif et comptable, déplacement des employés sans lien avec l'opération,...).

Ne sont pas éligibles :

- les dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- les dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

Taux - Financement

Taux moyen FEDER de l'OT : 35% des dépenses éligibles

Taux FEDER maximum de la fiche action : 40% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'Etat.

Documents complémentaires à fournir

L'attention du porteur est attirée sur la nécessité de tenir une comptabilité séparée et sur la possibilité de devoir fournir les justificatifs associés à tout moment du projet (ex : balance comptable analytique du projet).

Un diagnostic ou bilan des actions précédentes sera demandé.

Dans le cas où le porteur est prestataire d'un prescripteur (ex : Pôle emploi, CCI,...), il sera exigé de communiquer le contrat de prestation et d'indiquer les ressources en conséquence dans le plan de financement.

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'économie	Etat
Avis si thématique spécifique	Direction en charge de l'agriculture et des industries agro-alimentaires	
Priorités transversales	DRDFE	DRJSCS

ACTION 2 : INSTRUMENTS FINANCIERS

Types d'actions

- **Financement :**
 - Participation au financement des projets de création et de reprise d'entreprises en mobilisant des instruments financiers

Bénéficiaires

Instruments financiers (société de capital-investissement ou fonds d'investissement alternatifs gérés par des sociétés de gestion agréées par l'Autorité des Marchés financiers, fonds de garanties ou fonds de prêts, d'avances récupérables, portés par des sociétés ou associations de droit privé ou par des établissements publics...)

Les instruments financiers sont décrits dans les articles 37 à 46 du règlement UE n°1303/2013.

Les bénéficiaires doivent répondre aux critères indiqués dans l'article 6 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014.

Les bénéficiaires de l'instrument seront des PME exerçant leur activité en Franche-Comté.

Modalités de sélection

La sélection des projets se fera par appel d'offres dans le respect de l'article 7 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014.

Critères d'éligibilité

Les instruments devront être compatibles avec les conclusions de l'évaluation ex-ante spécifique aux instruments financiers.

Les instruments doivent avoir pour objectif de soutenir la création de PME, dont l'activité est située en Franche-Comté :

- en apportant un capital initial à ces PME (capital d'amorçage et de démarrage)
- en apportant un soutien financier par l'intermédiaire de prêts/garanties dans le cadre de la création de l'entreprise ou du démarrage de l'activité.

Garanties : voir les règles particulières à l'article 8 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014.

Lorsque la réglementation des aides d'état s'applique, le montant des interventions devra être calculé en équivalent-subvention-brut (ESB) et notifié à chaque bénéficiaire par le gestionnaire de l'instrument.

Le gestionnaire du fonds devra faire parvenir un rapport de gestion au moins 2 fois par an au service instructeur.

Critères de sélection

Dans le cas où l'instrument financier pré-existait, une analyse du bilan de l'instrument sera menée par le service instructeur.

Dépenses éligibles

Voir article 42 du règlement UE n°1303/2013.

Les dépenses éligibles à la clôture sont les suivantes :

- Contributions du programme effectivement payées aux bénéficiaires finaux ou engagées dans le cas des garanties ;
- Coûts et frais de gestion :
 1. Ils sont calculés sur la base d'une rémunération annuelle de base et d'une rémunération liée à la performance de l'instrument.
 2. Les règles d'éligibilité des frais de gestion sont fixées à l'article 12, 13 et 14 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014 (critères de détermination, plafonds, capitalisation...).

Les ressources reversées aux instruments financiers, y compris les remboursements de capital et plus-values et les autres rémunérations ou rendements générés, doivent être réutilisées durant une période d'au minimum huit ans après la fin de la période d'éligibilité en conformité avec les objectifs du programme soit dans le cadre du même instrument soit dans un autre instrument (voir article 45 du règlement UE n°1303/2013).

Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 35% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : 40% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état.

Documents complémentaires à fournir

Plan d'activité et stratégie d'investissement de l'instrument

Règlement de l'instrument financier, le cas échéant

Bilan des instruments pré-existants, le cas échéant

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'économie	Etat
Avis si thématique spécifique	Direction en charge de l'agriculture et des industries agro-alimentaires	

Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services

OS 1.4 : Soutenir l'investissement matériel et immatériel des entreprises et des filières

Résultat attendu	<p>Améliorer la compétitivité des entreprises franc-comtoises grâce :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à une appropriation des résultats de la recherche, en lien avec la démarche de spécialisation intelligente, leur permettant d'innover et de se diversifier ; - au financement de projets de développement ambitieux et économiquement viables des PME ; - à une appropriation des usages numériques dans l'entreprise ; - à une meilleure structuration des filières ; - à un renforcement des activités artisanales, commerciales et de services.
Indicateur de résultat	Taux de valeur ajoutée des PME régionales (VA/CA) (IR4)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre d'entreprises soutenues (CO01)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions (CO03)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (CO04)</p> <p>Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) (CO07)</p> <p>Augmentation de l'emploi dans les entreprises bénéficiant d'un soutien (CO08)</p>

(Modifié en version 3.0)

ACTION 1 : SOUTIEN AUX FILIERES OU ECOSYSTEMES

Types d'actions

- Soutien à la structuration, à l'organisation et au développement des filières, clusters territoriaux, grappes ;
- Soutien à la création et au développement de groupements d'entreprises ;
- Accompagnement aux transferts de technologie renforçant le processus d'innovation dans les entreprises (projets individuels, collaboratifs et d'animation)
- Actions de sensibilisation des décideurs et actions d'accompagnement dans le cadre des démarches de qualité, d'économie d'énergie et de matières ;
- Soutien aux nouvelles filières locales de ré-emploi, valorisation matière ou énergétique, par le développement d'activités nouvelles ou par des coopérations, dans une perspective de

développement d'une économie circulaire⁶ et d'écologie industrielle et territoriale créatrice d'emplois ;

- Missions d'animation, d'accompagnement, d'appropriation en faveur du développement des TIC dans l'entreprise ;
- soutien aux solutions d'ingénierie et de conception partagées dans la sphère industrielle, de places de marchés, de plateformes de négoce, de sites partagés...
- soutien au développement du B2B (entre entreprises) et du e-commerce : animations collectives et accompagnement individuel ;
- développement de ressources et d'usages des TIC innovants (serious games, impression 3D,...) ;
- soutien au développement du co-working et du télétravail (hors immobilier) ;
- mise en place de nouveaux services, activités productives et usages dans les PME-TPE (fablabs, e-tourisme, progiciels de gestion intégrée...).

Bénéficiaires

Chambres consulaires, syndicats professionnels, clusters, associations et réseaux...

Sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales, collectivités locales et établissements publics ayant pour compétences de développer l'usage du numérique pour les acteurs de l'économie...

Les actions mises en place par les bénéficiaires doivent être à destination de PME⁷ franc-comtoises uniquement.

Précision concernant les porteurs de projets disposant de ressources publiques stables :

Ils devront justifier que le financement du programme d'action, sujet de la demande d'aide FEDER, n'est pas possible avec le financement normal de la structure et nécessite l'appui des fonds européens. Ceci sera vérifié par l'intermédiaire d'une comptabilité analytique par action.

Modalités de sélection

Au fil de l'eau ou par le biais d'appels à projets

Critères d'éligibilité

Le coût total éligible devra dépasser 100 000 € HT.

Les actions devront être destinées à des PME exerçant leur activité en Franche-Comté.

Les opérations devront avoir pour objectif de développer la compétitivité des entreprises participant aux actions.

Le cas échéant, le demandeur devra démontrer que les actions précédentes ont atteint leurs objectifs et qu'il existe encore un besoin de la part des entreprises (production d'un bilan, s'appuyant sur les retours - par exemple enquête de satisfaction, fiche d'évaluation suite à l'action...- des entreprises soutenues précédemment) ;

Critères de sélection

⁶ Son objectif est de produire des biens et service tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, et des sources d'énergies non renouvelables

⁷ Situation analysée au regard des liens capitalistiques avec d'autres sociétés, du nombre d'employés et du chiffre d'affaires

Une attention particulière sera apportée :

- au nombre d'entreprises soutenues (sensibilisées ou accompagnées) par le programme d'actions ;
- au degré d'ouverture du programme d'action : l'accès ou l'adhésion des entreprises n'est pas restreint, les informations pratiques concernant la participation aux actions proposées sont accessibles à tous.

Dépenses éligibles

Les dépenses seront éligibles sur une période de 3 ans maximum.

Frais de personnel directs liés à l'opération : Salaire brut chargé des salariés directement impliqués dans la mise en œuvre de l'opération.

Les dépenses de personnel intérimaire et de prestataires ne sont pas considérées comme des frais de personnel directs.

Frais directs et prestations externes liés à l'opération :

- Frais de communication de l'opération (et non de la structure)
- Frais liés à l'organisation d'événements ponctuels liés à l'opération (location ponctuelle de salles, etc...)
- Toute autre dépense directement liée au projet sous réserve d'une analyse préalable par le service instructeur (décret d'éligibilité des dépenses n°2016-279 du 8/03/16).

Frais généraux :

Les coûts indirects liés à la mise en œuvre de l'opération sont calculés au moyen du taux forfaitaire de 15% sur la base des frais de personnels directs éligibles.

Ces frais indirects couvrent les postes tels que loyers, frais postaux, formation des employés des structures, personnel administratif et comptable, déplacement des employés sans lien avec l'opération...

Ne sont pas éligibles :

- les dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- les dépenses de construction ou d'extension de bâtiments

Ces dépenses restent éligibles pour les opérations portées par des structures d'insertion par l'activité économique, entreprises qui combinent développement d'une activité économique durable et objectifs spécifiques d'inclusion sociale, dans la mesure où elles sont compatibles avec l'écosystème en place.

Taux - Financement

Taux moyen FEDER de l'OT : 35% des dépenses éligibles

Taux FEDER maximum de la fiche action : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'Etat

Documents complémentaires à fournir

Pour les bénéficiaires qui sollicitent du FEDER pour poursuivre un programme d'actions pré-existant, un bilan des actions précédentes sera demandé, s'appuyant sur les retours des entreprises soutenues précédemment.

Dans le cas où le porteur est prestataire d'un prescripteur (ex : Pôle emploi, CCI,...), il sera exigé de communiquer le contrat de prestation et d'indiquer les ressources en conséquence dans le plan de financement.

Preuve de la tenue d'une comptabilité séparée.

A la fin de l'action, le bénéficiaire devra adresser au service instructeur la liste des entreprises soutenues avec leurs coordonnées afin de permettre un suivi dans le système d'information Synergie et de pouvoir éliminer les doublons au moment du décompte du nombre d'entreprises soutenues (indicateur CO01).

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'économie	Etat
Avis si thématique spécifique	Direction en charge des industries agro-alimentaires	
	Direction en charge du numérique	

ACTION 2 : SOUTIEN AUX PME

Types d'actions

- Soutien aux investissements matériels de production de produits, procédés et services innovants ;
- soutien à l'investissement immatériel (diversification produit/marché, mutations, nouveaux marchés à l'export, capital humain,...), par exemple prestations de conseil, études, logiciels, propriété intellectuelle – brevets... ;
- soutien au développement des entreprises de l'insertion par l'activité économique : équipements techniques (acquisition de matériel) et aménagement de locaux ;
- Aide à l'investissement dans le cadre de démarches de qualité, d'économie d'énergie et de matières (y compris pour les systèmes de mesure, suivi et évaluation) ;

Bénéficiaires

PME exerçant leur activité en Franche-Comté.

Modalités de sélection

Au fil de l'eau ou appels à projets

Critères d'éligibilité

Le coût total éligible devra dépasser 100 000 € HT.

Les investissements soutenus doivent s'inscrire dans un plan global de développement de l'entreprise, lui permettant de mettre sur le marché de nouveaux produits ou d'accéder à de nouveaux marchés générateurs d'emplois au niveau régional, national ou international....

Les projets de recherche fondamentale et industrielle⁸ sont inéligibles.

Critères de sélection

Une attention particulière sera apportée :

- à l'analyse du plan de développement et à son impact sur la croissance (marché) ;
- à la pertinence du projet de développement de l'entreprise et notamment sa faisabilité ;
- à l'impact sur l'emploi ;
- à la nature innovante de l'opération ;
- à l'impact sur les financements privés.

Dépenses éligibles

Toute dépense d'investissement matériel ou immatériel directement liée au projet sous réserve d'une analyse préalable par le service instructeur (décret d'éligibilité des dépenses n°2016-279 du 8/03/16) à l'exclusion :

⁸ Définitions du Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

Ces dépenses restent éligibles pour les opérations portées par des structures d'insertion par l'activité économique, entreprises qui combinent développement d'une activité économique durable et objectifs spécifiques d'inclusion sociale, dans la mesure où elles sont compatibles avec l'écosystème en place.

Pour les investissements matériels :

- pas de simple remplacement, ni de mise aux normes
- pas de formation du personnel à l'utilisation du matériel
- pas de prise en charge des coûts salariaux des emplois créés par l'investissement matériel.

Taux - Financement

Taux moyen FEDER de l'OT : 35% des dépenses éligibles

Taux FEDER maximum de la fiche action : 45% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'Etat.

Documents complémentaires à fournir

Lettre d'intention permettant au demandeur de respecter les règles d'incitativité des régimes d'aide avec formulaire de déclaration de taille d'entreprise (ce formulaire sera également joint au dossier de demande et réactualisé à chaque demande de remboursement). Le modèle de lettre est disponible auprès du service instructeur.

Document présentant le plan de développement de l'entreprise, tel qu'un plan d'affaires prévisionnel (compte de résultat et plan de financement) sur 3 ans indiquant en quoi l'aide FEDER présente un effet levier pour la mise en œuvre du projet

Devis comparatifs démontrant que l'achat du matériel s'est fait au coût du marché (coût raisonnable)

Preuve de la tenue d'une comptabilité séparée de l'opération

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'économie	Etat
Avis si thématique spécifique	Direction en charge des industries agro-alimentaires	

ACTION 3 : INSTRUMENTS FINANCIERS

Types d'actions

Participation au développement de la compétitivité des PME en mobilisant des instruments financiers :

- Accompagnement aux transferts de technologie renforçant le processus d'innovation dans les entreprises (projets individuels, collaboratifs et d'animation) ;
- Soutien aux investissements matériels de production de produits procédés et services innovants et aux formations associées ;
- Soutien à l'investissement immatériel (diversification produit/marché, mutations, nouveaux marchés à l'export, capital humain,...) ;
- Soutien au développement des entreprises de l'insertion par l'activité économique : équipements techniques (acquisition de matériel) et aménagement de locaux;

Bénéficiaires

Instruments financiers (société de capital-investissement ou fonds d'investissement alternatifs gérés par des sociétés de gestion agréées par l'Autorité des Marchés financiers, fonds de garanties ou fonds de prêts, d'avances récupérables, portés par des sociétés ou associations de droit privé ou par des établissements publics...)

Les instruments financiers sont décrits dans les articles 37 à 46 du règlement UE n°1303/2013.

Les bénéficiaires doivent répondre aux critères indiqués dans l'article 6 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014.

Les bénéficiaires de l'instrument seront des PME exerçant leur activité en Franche-Comté

Modalités de sélection

La sélection des projets se fera dans le respect de l'article 7 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014.

Critères d'éligibilité

Les instruments devront être compatibles avec les conclusions de l'évaluation ex-ante spécifique aux instruments financiers.

Les instruments doivent avoir pour objectif de soutenir la compétitivité des PME franc-comtoises.

Garanties : voir les règles particulières à l'article 8 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014.

Lorsque la réglementation des aides d'état s'applique, le montant des interventions devra être calculé en équivalent-subvention-brut (ESB) et notifié à chaque bénéficiaire par le gestionnaire de l'instrument.

Le gestionnaire du fonds devra faire parvenir un rapport de gestion au moins 2 fois par an au service instructeur.

Critères de sélection

Dans le cas où l'instrument financier pré-existait, une analyse du bilan de l'instrument sera menée par le service instructeur.

Dépenses éligibles

Voir article 42 du règlement UE n°1303/2013.

Les dépenses éligibles à la clôture sont les suivantes :

- Contributions du programme effectivement payées aux bénéficiaires finaux ou engagées dans le cas des garanties ;
- Coûts et frais de gestion :
 1. Ils sont calculés sur la base d'une rémunération annuelle de base et d'une rémunération liée à la performance de l'instrument.
 2. Les règles d'éligibilité des frais de gestion sont fixées à l'article 12, 13 et 14 du règlement délégué UE n°480/2014 du 3 mars 2014 (critères de détermination, plafonds, capitalisation...).

Les ressources reversées aux instruments financiers, y compris les remboursements de capital et plus-values et les autres rémunérations ou rendements générés, doivent être réutilisées durant une période d'au minimum huit ans après la fin de la période d'éligibilité en conformité avec les objectifs du programme soit dans le cadre du même instrument soit dans un autre instrument (voir article 45 du règlement UE n°1303/2013).

Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 35% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : 40% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état.

Documents complémentaires à fournir

Plan d'activité et stratégie d'investissement de l'instrument

Règlement de l'instrument financier, le cas échéant

Bilan des instruments pré-existants, le cas échéant

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'économie	Etat
-------------------	-----------------------------------	------

Axe 2 : Promouvoir l'utilisation intelligente des TIC en faveur de la société et de l'économie

OS 2 : Améliorer la qualité et l'accès aux services grâce au numérique en Franche-Comté

Résultat attendu	Développement de l'écosystème numérique éducatif ; Elargissement de l'offre culturelle numérique et les services permettant d'y accéder ; Amélioration de la qualité et de la proximité de l'action publique et des relations avec l'usager ; Développement de l'usage du numérique dans le domaine de la santé, notamment le nombre de téléconsultations médicales.
Indicateur de résultat	Nombre d'actes de télé médecine (IR5) Part des élèves et des étudiants de l'académie utilisant un ENT (IR6) Part des actes télétransmis par les collectivités (IR7)
Indicateurs de réalisation	Nombre de nouveaux élèves utilisant un ENT (IS1) Nombre de nouvelles collectivités (ou groupements) transmettant leurs actes par voie dématérialisée (IS2) Nombre de nouveaux services numériques dans le domaine de la santé (IS3) Nombre de nouveaux services numériques dans le domaine de la culture (IS4)

Type d'actions

- **Education**

- Généralisation des espaces numériques de travail (ENT) ;
- Consolidation de la plate-forme ENT régionale (développements et intégration de modules applicatifs...) ;
- Développement des ressources numériques innovantes (serious games, ...) ;
- Développement des learning centers, de l'innovation pédagogique et de l'enseignement immersif à distance ;
- Mise en place d'un e-portfolio de compétences tout au long de la vie ;

- **Santé**

- Appui à la prise en charge d'affection à distance (maladies chroniques ...) et alternatives à l'hospitalisation (maintien à domicile,...)

- Amélioration des systèmes de communication, modernisation des systèmes d'information, et dématérialisation des documents
- Mutualisation des outils communs (annuaires patients et professionnels de santé, ...)
- **Qualité et proximité de l'action publique et des relations usagers-administrations**
- Mise en place de solutions de dématérialisation dans les collectivités ;
- Déploiement coordonné de dispositifs de visio-guichets ;
- Mise en place d'une plateforme régionale mutualisée d'information géographique (IDG) (ouverture de la donnée publique) ;
- Information en temps réel sur les transports en commun publics, billettique ;
- **Culture**
- Appui à la numérisation du patrimoine ;
- Aide au développement d'outils de médiation culturelle ;
- Appui à la création numérique culturelle ;
- Soutien à la création de services facilitant les usages culturels (applications pour matériels mobiles, portails de diffusion...) ;
- Aide à l'équipement de conservation pérenne des fichiers numériques ;

Et, de manière générale, toute action contribuant à l'objectif spécifique.

Les actions de soutien porteront à la fois sur le volet accompagnement et sur le volet investissement/mise en œuvre.

Bénéficiaires

- Education, santé, culture : collectivités locales (et groupements), établissements publics et privés, Etat, entreprises, associations, GIP, GIE ;
- Qualité et proximité de l'action publique et des relations usagers-administrations : collectivités locales (et groupements), établissements publics et privés exerçant des missions de service public, Etat, GIP ;

Sélection

Modalités de sélection :

Les projets seront sélectionnés au fil de l'eau et éventuellement par appels à manifestation d'intérêt et/ou par appels à projets.

Critères de sélection :

Les projets seront soutenus en fonction de leur caractère innovant et structurant pour le territoire régional (par exemple : projets portant sur des équipements partagés/mutualisés, projets reposant sur des dynamiques multi-partenariales,...) ainsi que du nombre d'utilisateurs visés.

De plus, une attention particulière sera portée sur:

- l'élaboration d'un diagnostic analysant la place des usagers dans la mise en place du nouvel outil / service / contenu numérique et démontrant sa pérennité ;

- les projets ayant une dimension régionale ou une masse critique permettant un effet d'échelle, ainsi que les projets pilotes présentant des garanties de réplcation sur d'autres territoires;
- les projets intégrant d'une part, dès leur conception, une analyse et une prise en compte de l'existant, et prévoyant d'autre part la ré-utilisation des outils et données produits (développements sous licence libre, données ouvertes,...) ;
- les projets intégrant un accompagnement à la conduite du changement des usages.

Critères d'éligibilité

Seuls les projets ayant pour but l'élaboration d'un service / outil / contenu numérique pérenne (minimum 5 ans, 3 ans dans le cas des projets menés par des PME) pourront bénéficier d'un soutien.

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses ci-dessous :

- les dépenses d'ingénierie nécessaires à la mise en place du nouvel outil / service / contenu numérique (frais de personnel, études, ...) ;
- les dépenses de logiciels ;
- les dépenses de matériel, limitées à 40% des dépenses éligibles. Les investissements matériels structurants et collectifs seront privilégiés par rapport aux équipements en terminaux individuels (postes utilisateurs, micro-ordinateurs, tablettes...) ;
- Les dépenses de personnel dans le cadre de la mise en place du nouvel outil/service numérique uniquement ;

Les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Ces types de dépenses, liées au projet, seront prises en compte jusqu'à 18 mois à compter du lancement opérationnel du nouvel outil / service numérique.

Ne sont pas éligibles :

- l'achat de terrain et de construction/extension/réhabilitation de bâtiments ;
- le génie civil et les câblages internes et externes des bâtiments.

Taux - Financement

Taux maximum de FEDER : 60 % des dépenses éligibles, dans la limite de l'application des règles d'aides d'état.

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge du numérique	Etat
Priorités transversales	DRDFE	

Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique

OS 3.1 : ENR - Méthanisation

Résultat attendu	Augmenter la production d'énergies renouvelables (EnR) en Franche-Comté, conformément aux objectifs du SRCAE.
Indicateur de résultat	Production d'énergie de source renouvelable (bois, méthanisation, géothermie) (IR8)
Indicateurs de réalisation	Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (CO30) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

Types d'action

- Animations collectives pour informer, prospecter, conseiller les porteurs de projets et accompagner le montage de projets, encourager le développement des EnR à partir des ressources locales
- Investissements nécessaires pour les installations de méthanisation collectives pour des porteurs de projets publics et privés et création ou extension de réseaux de chaleur ;
- Aide au montage de projets collectifs expérimentaux de méthanisation : appui technico-économique, expérimentation sur la technologie ou sur le montage, organisation économique...

Bénéficiaires

Animation :

Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie
Bailleurs et notamment bailleurs sociaux
Organismes consulaires
Entreprises et leurs groupements, exploitations agricoles
Associations

Investissement :

Secteur public

- Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie
- Bailleurs sociaux
- Secteur résidentiel collectif et secteur tertiaire

Secteur privé (*modifié en version 2.0*)

- Bailleurs privés
- Entreprises
- SCI non éligibles au crédit d'impôt
- EARL, GAEC, coopératives agricoles
- Associations
- Etablissements d'enseignement

Sélection

Le dépôt des projets se fera au fil de l'eau ou sous forme d'appel à projets.

Critères d'éligibilité

Animation:

Sont éligibles les actions d'animations collectives concernant les types d'actions prévus dans le programme opérationnel accompagnant l'émergence de projets opérationnels.

Les prestataires devront être indépendants des fournisseurs d'énergie.

Investissement : *(modifié en version 2.0)*

A) Unité de méthanisation *(modifié en version 2.0)*

Sont éligibles les projets remplissant les critères suivants :

- Installation d'une nouvelle unité de méthanisation,
- Epandage éventuel du digestat réalisé avec du matériel permettant la maîtrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation (notamment pendillards) :
 - o Si l'épandage est réalisé par le bénéficiaire, celui-ci doit justifier qu'il dispose du matériel adéquat,
 - o Si l'épandage est réalisé par un prestataire, le bénéficiaire doit justifier que le contrat de prestation prévoit l'utilisation d'un tel matériel.
- Réalisation d'une étude de faisabilité, présentant un diagnostic technique (composition des produits utilisés) et environnemental précisant l'impact de cet investissement sur les ressources, le recyclage possible, la valorisation des sous-produits
- Projet avec cogénération d'une puissance électrique supérieure ou égale à 300 kWe, ou projet avec injection de biogaz pour un débit de bio-méthane supérieur ou égal à 90 Nm³/h,
- Valorisation énergétique supérieure à 65%,
- Taux de rentabilité interne (sans aides) supérieur ou égal à 4% et inférieur ou égal 8.5%.
- Absence d'utilisation de lactosérum,
- Absence d'utilisation des cultures (alimentaires ou fourragères) sauf des Cultures Intermédiaires à Vocation Energétique (CIVE) et cultures dérobées dont l'utilisation doit être inférieure à 25% de la production totale exprimée en kWh.
- Déchets et sous-produits de culture alimentaires ou fourragère tolérés lorsqu'ils sont inutilisables pour l'alimentation humaine ou animale.

Ne sont pas éligibles les projets ayant pour objet l'augmentation de puissance d'une unité déjà fonctionnelle, quel que soit le niveau de puissance visé.

B) Réseaux de chaleur *(modifié en version 2.0)*

Sont éligibles les projets remplissant les critères suivants :

- Création de réseau de chaleur ou extension de réseau de chaleur uniquement en cas de production supplémentaire d'EnR et/ou de récupération, associée à une installation fournissant une énergie (sortie unité de production), représentant au minimum 50% de l'alimentation du réseau
- Projet avec production de chaleur avale, sur process de type(s) industriel(s) et/ou fourniture de méthane sur une chaufferie centralisée et un réseau de chaleur urbain...

Dépenses éligibles

Animation :

Sont éligibles toutes les dépenses d'animation en lien avec les types d'actions prévus dans le programme, réalisés en vue de l'émergence de projets opérationnels.

Les opérations d'animation seront éligibles sur une période de 3 ans maximum. Elles devront présenter un bilan qui devra être communiqué avant le solde de l'opération et faire l'objet d'une évaluation démontrant l'existence de besoins avant de pouvoir prétendre à un nouveau financement.

Sont éligibles également les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Investissement :

A) Dépenses éligibles pour les unités de méthanisation

Sont éligibles les dépenses liées aux actions ci-dessous :

- Installation de production de biogaz (y compris préparation des substrats, séparation de phases à l'amont pour les lisiers, digesteurs, post digesteur),
- Installations de stockage et de valorisation énergétique du biogaz y compris cogénérateur,
- Coût de raccordement au réseau électrique ou de gaz,
- Installations de transport du biogaz vers les équipements de valorisation énergétique situés sur un site agricole, industriel ou d'une collectivité locale, (modifié en version 2.0)
- Installations de prétraitement du gaz en vue de son transport en canalisation (épuration, odorisation, compression, appareils de mesure de comptage, analyseurs de gaz),
- Installations et équipements destinés au traitement du digestat : séparation de phases du digestat, déshydratation/séchage, compostage, déshydratation/séchage,
- Frais généraux liés aux dépenses visées ci-dessus, à savoir les rémunérations de bureaux d'études et de consultants,
- Frais de maîtrise d'œuvre et assistance technique à la montée en puissance,
- Matériels d'épandage des digestats (notamment les pendillards) permettant la maîtrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation ;
- les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

B) Dépenses éligibles pour les réseaux de chaleur (*modifié en version 2.0*)

Sont éligibles les dépenses liées aux actions ci-dessous :

- Ingénierie, conception et réalisation, à condition qu'elles soient suivies des investissements ;
- Génie civil lié au projet et VRD spécifique ;
- Réseau de chaleur (primaire et sous stations) ;
- les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

C) Dépenses inéligibles

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes:

- Achat de terrain,
- Exigences réglementaires : dossiers administratifs liés à la méthanisation, mise aux normes des installations de stockage des effluents,
- Chauffage de bâtiments (radiateurs, circuits internes),

- Installations et équipements supplémentaires de traitement du digestat : évapoconcentrateur, ultrafiltration, osmose inverse, stripping...
- Achat de matériel d'occasion,
- Autoconstruction,
- Etudes réglementaires et études de faisabilité.

Taux – Financement

Taux moyen de l'axe : 40% des dépenses éligibles

Animation :

Taux maximum de FEDER : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

Investissement :

A) Unité de méthanisation

Taux maximum de FEDER, en fonction des résultats de l'analyse technico-économique :

- 15% pour des projets présentant un taux de rentabilité interne (sans aides) compris entre 7% (exclu) et 8.5% (inclus), dans la limite de 15% tous financements publics confondus et des taux imposés par la réglementation des aides d'état
- 20% pour des projets présentant un taux de rentabilité interne (sans aides) compris entre 5.5% (exclu) et 7% (inclus), dans la limite de 20% tous financements publics confondus des taux imposés par la réglementation des aides d'état
- 25% pour des projets présentant un taux de rentabilité interne (sans aides) compris entre 4% (inclus) et 5.5% (inclus), dans la limite de 25% tous financements publics confondus des taux imposés par la réglementation des aides d'état

B) Réseaux de chaleur *(modifié en version 2.0)*

- 40% de FEDER dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

Documents à fournir

Etude de faisabilité préalable

Plan de gestion des digestats pour les unités de méthanisation

Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, de l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément de l'intérêt de cette nouvelle unité de méthanisation pour le territoire

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge des énergies renouvelables	ADEME
-------------------	--	-------

Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique

OS 3.1 : ENR – Bois énergie

Résultat attendu	Augmenter la production d'énergies renouvelables en Franche-Comté, conformément aux objectifs du SRCAE.
Indicateur de résultat	Production d'énergie de source renouvelable (bois, méthanisation, géothermie) (IR8)
Indicateurs de réalisation	Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (CO30) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

Types d'action

- Investissements nécessaires au développement du bois-énergie : Projets de chaufferies-bois, publiques ou privées, limitant les rejets de particules fines et création ou extension de réseaux de chaleur; plates-formes de stockage en adéquation avec les besoins définis dans le cadre des plans d'approvisionnement territoriaux (Equipements mobiles ou mutualisés privilégiés) ;

Bénéficiaires

Investissement :

Secteur public

- Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie
- Bailleurs sociaux
- Secteur résidentiel collectif et secteur tertiaire

Secteur privé (*modifié en version 2.0*)

- Bailleurs privés
- Entreprises
- SCI non éligibles au crédit d'impôt
- EARL, GAEC, coopératives agricoles
- Associations
- Etablissements d'enseignement

Modalités de sélection

(Modifié en version 3.0)

Les projets seront déposés au fil de l'eau, et éventuellement sous forme d'appel à projets.

Toutes les actions seront cohérentes avec le SRCAE.

Critères d'éligibilité

Plateformes de stockage :

Existence d'un plan d'approvisionnement territorial (PAT).

Installation en adéquation avec les besoins définis dans le cadre des PAT.

Alimentation de plusieurs chaufferies par la plateforme (*Ajouté en version 3.0*)

Chaufferies bois :

Existence d'une étude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (en accord avec le cahier des charges ADEME/Conseils généraux ou départementaux et précisant le temps de retour brut ou TRB après subvention).

Installation d'une nouvelle unité fonctionnelle fournissant une énergie sortie chaudière bois comprise entre 20 TEP⁹ (inclus) et 100 TEP (exclu) par an.

Pour les combustibles bois, les projets subventionnés devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- en cas d'utilisation de plaquettes forestières, un recours minimum de 50% de plaquettes certifiées (PEFC ou équivalent) sera requis,
- en cas de valorisation de broyats d'emballages, ceux-ci devront être composés à minima de 20% de broyats d'emballages SSD au sens de l'arrêté du 29 juillet 2014
- en cas de mix plaquettes et broyats, les deux proportions seront cumulables.

Enfin, en cas d'utilisation de granulés (pellets) en base, secours ou appoint, ceux-ci devront bénéficier d'une marque de qualité (de type certification européenne EN+, NF granulés biocombustibles Haute Performance ou norme DIN +).

Les équipements subventionnés devront faire l'objet de limitation des rejets de poussières (à minima respecter les normes en vigueur, soit en 2015 : 50 mg/Nm³ à 11% d'O₂ – attestation fournie par le procès-verbal d'essai en laboratoire).

TRB¹⁰ après subventions supérieur ou égal à 7 et inférieur à 30 ans.

Réseaux de chaleur :

Existence d'une étude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir.

⁹ TEP : Tonne équivalent pétrole

¹⁰ TRB : Temps de retour brut. C'est le rapport entre les écarts de coût d'investissement et de fonctionnement soit le nombre d'années nécessaires pour absorber le surcoût de départ par les économies annuelles.

Création de réseau de chaleur ou extension de réseau de chaleur uniquement en cas de production supplémentaire d'énergies renouvelables, associée à une chaufferie bois fournissant une énergie sortie chaudière comprise entre 20 TEP (inclus) et 100 TEP (exclu) par an, représentant au minimum 50% de l'alimentation du réseau.

Dépenses éligibles

Plateformes de stockage :

Toutes les dépenses d'investissement éligibles concernant l'installation dans sa globalité, jusqu'à sa mise en fonctionnement :

- Construction du hangar de stockage
- Coûts de rénovation ou de modification d'un hangar existant
- Aménagements et génie civil directement liés à l'activité bois énergie
- Matériels de mesure du combustible bois (pont bascule, étuve, balance, ...)
- Cribles et dépoussiéreuses
- Broyeurs et déchiqueteurs (à poste fixe)
- Pour les plateformes privées, études de faisabilité technico-économiques du projet, à condition d'être suivies par des investissements
- dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

A l'exclusion :

- Achat de terrain et de bâtiments
- Matériels d'occasion
- Etudes préalables au PAT et élaboration du PAT
- Matériel de première transformation¹¹
- Broyeurs et déchiqueteurs mobiles

Chaufferies bois :

Toutes les dépenses d'investissement éligibles concernant l'installation dans sa globalité, jusqu'à sa mise en fonctionnement :

- construction, extension et rénovation de bâtiments ou génie civil liés au projet (local chaufferie, silo, VRD¹² spécifiques...)
- chaudière automatique au bois et périphériques, dont systèmes de filtration des fumées et cheminées spécifiques
- études (faisabilité, maîtrise d'œuvre, SPS¹³...) suivies par des investissements
- production d'eau chaude sanitaire centralisée sur réseau de chaleur urbain
- dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

A l'exclusion :

- de l'achat de terrain/bâtiments
- de la chaudière d'appoint et de ses périphériques utilisant de l'énergie non renouvelable

¹¹ Matériel de première transformation : équipements liés aux métiers de sciages du bois.

¹² Voiries, réseaux, divers

¹³ Sécurité, protection de la santé

Réseaux de chaleur :

Toutes les dépenses d'investissement éligibles concernant l'installation dans sa globalité, jusqu'à sa mise en fonctionnement, représentant tous les investissements jusqu'aux brides aval de l'échangeur (y compris l'échangeur) :

- génie civil lié au projet et VRD spécifique
- réseau de chaleur et sous stations
- études (faisabilité, maîtrise d'œuvre, SPS...) suivies par des investissements
- dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

A l'exclusion :

- des réseaux secondaires (réseaux situés après une sous-station)

Taux – Financement

Taux moyen de l'axe : 40% des dépenses éligibles

Plateformes de stockage :

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

Chaufferies bois :

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

Réseaux de chaleur :

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

Documents à fournir

Plateforme de stockage :

Au dépôt de la demande :

- PAT du secteur concerné réalisé ou en cours de finalisation
- Projets de contrats d'approvisionnement avec au moins 2 chaufferies ou tout autre document équivalent (*Ajouté en version 3.0*)

Chaufferie bois :

Au dépôt de la demande :

- Etude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (précisant le TRB après subventions et en accord avec le cahier des charges ADEME/Conseils généraux et départementaux) ;
- Pour les combustibles bois, attestation de recours à la ressource répondant aux critères d'éligibilité ;
- Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, à l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément à l'intérêt de cette nouvelle chaufferie bois.

Au solde :

- pour les projets de chaufferies alimentées en plaquettes forestières et/ou broyats d'emballage SSD : contrats d'approvisionnements sauf en cas d'auto-alimentation ;
- Procès-verbal d'essai en laboratoire de la chaufferie bois et/ou du système de filtration des fumées rajouté.

Réseaux de chaleur :

Au dépôt de la demande :

- étude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (précisant le TRB après subventions selon le modèle type de cahier des charges ADEME/Conseils généraux ou départementaux) ;
- Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, de l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément de l'intérêt de ce nouveau réseau de chaleur.

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge des énergies renouvelables	ADEME
-------------------	--	-------

Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique

OS 3.1 : ENR – Géothermie

Résultat attendu	Augmenter la production d'énergies renouvelables en Franche-Comté, conformément aux objectifs du SRCAE.
Indicateur de résultat	Production d'énergie de source renouvelable (bois, méthanisation, géothermie) (IR8)
Indicateurs de réalisation	Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (CO30) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

Types d'action

- Animations collectives pour informer, prospecter, conseiller les porteurs de projets et accompagner le montage de projets, encourager le développement des EnR à partir des ressources locales
- Investissements nécessaires pour les installations de géothermie sur eaux de nappe, sur champs de sondes et sur eaux usées pour des porteurs de projet publics et privés et création ou extension de réseaux de chaleur;

Bénéficiaires

Animation :

Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie

Bailleurs et notamment bailleurs sociaux

Organismes consulaires

Entreprises et leurs groupements, exploitations agricoles

Associations

Investissement :

Secteur public

- Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie
- Bailleurs sociaux
- Secteur résidentiel collectif et secteur tertiaire

Secteur privé (*modifié en version 2.0*)

- Bailleurs privés
- Entreprises
- SCI non éligibles au crédit d'impôt
- EARL, GAEC, coopératives agricoles
- Associations
- Etablissements d'enseignement

Sélection

Les projets seront déposés au fil de l'eau, et éventuellement sous forme d'appel à projets.

Toutes les actions seront cohérentes avec le SRCAE.

Tout investissement sera précédé d'une étude de faisabilité.

Les projets sélectionnés seront prioritairement des projets pilotes, permettant à la géothermie de se développer sur le territoire.

Critères d'éligibilité

Avant-propos :

Le potentiel géothermique de Franche-Comté concerne la géothermie dite de « très basse énergie » en proche sous-sol (0-200 mètres).

Animation – Etudes :

Actions d'animations collectives et d'études concernant les types d'actions prévus dans le programme opérationnel accompagnant l'émergence de projets opérationnels et aboutissant à des plans d'actions concrets.

Investissement :

Existence d'une étude préalable de faisabilité technico-économique et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (selon cahier des charges ADEME), incluant un examen de la performance énergétique des bâtiments à chauffer et de leurs équipements, ou des process concernés.

Installation en adéquation avec les besoins définis dans le cadre de l'étude

Installation servant à alimenter du logement collectif ou le secteur tertiaire (exemple : éco-quartier, école, zone d'activités, etc..) à l'exclusion de l'habitat individuel isolé

Respectant le code minier et de l'environnement, tout comme l'ensemble des normes en vigueur¹⁴

¹⁴ Les règles présentées dans cette fiche sont susceptibles d'évoluer en fonction de la réglementation.

Mise en place d'un monitoring adapté pour comptabiliser la production d'énergie renouvelable et/ou de récupération (en amont de la PAC)

A) Forage et captage du potentiel géothermique et aqua-thermique :

Installations nouvelles de type champs de sondes géothermiques, géothermie sur aquifère superficiel, capteurs sur eaux usées,... ; engageant l'utilisateur final à un recours prioritaire à cette ressource

Incluant éventuellement un réseau amont PAC

B) Centrales géothermiques (pompes à chaleur et équipements périphériques) :

Création d'installations nouvelles ou augmentation de puissance uniquement en cas de production supplémentaire d'énergies renouvelables, associées obligatoirement à des capteurs géothermiques ou aqua-thermiques.

Installation de pompes à chaleur (PAC) sur champs de sonde géothermiques, sur aquifère superficiel, sur eaux usées...

Nombre d'heures équivalentes de fonctionnement à puissance nominale supérieur à 1000h/an en moyenne

Respectant au minimum les fiches correspondantes pour les certificats d'économie d'énergie en vigueur (BAR-TH-104, BAT-TH-113...)

- **PAC sur eau de nappe**

- Evaluation du potentiel de la nappe et étude d'impact thermique sur la ressource
- Réinjection du fluide géothermal extrait dans l'aquifère d'origine

- **PAC sur champs de sondes**

- Réalisation d'un test in situ des propriétés thermiques du terrain pour le dimensionnement des installations et d'une étude de simulation dynamique pour les opérations pour lesquelles la surface de plancher des bâtiments à chauffer est supérieur à 1000m²

- **PAC sur eaux usées**

- Evaluation de l'impact sur le fonctionnement de la station d'épuration en aval

C) Réseaux de chaleur primaires de distribution (sortie PAC) :

Installations nouvelles liées à la géothermie et/ou aquathermie

Création de réseau de chaleur ou extension de réseau de chaleur uniquement en cas de production supplémentaire d'énergies renouvelables et/ou de récupération, associée à une installation fournissant une énergie (sortie unité de production) représentant au minimum 50% de l'alimentation du réseau.

Dépenses éligibles

Animation - Etudes :

Toutes les dépenses éligibles en lien avec les types d'actions prévus dans le programme opérationnel, réalisés en vue de l'émergence de projets opérationnels.

Les opérations d'animation et études opérationnelles seront éligibles sur une période de 3 ans maximum. Elles devront présenter un bilan et plans d'actions concrètes qui devra être communiqué avant le solde de l'opération et faire l'objet d'une évaluation démontrant l'existence de besoins avant de pouvoir prétendre à un nouveau financement.

Les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER seront également éligibles (*Ajouté en version 3.0*).

Investissement :

A) Forage et captage du potentiel géothermique et aqua-thermique :

- Ingénierie, conception et réalisation, à condition qu'elles soient suivies des investissements
- Prestations d'études de gisement
- Forages exploratoires
- Sondes et équipements de captages géothermiques et aqua-thermiques, jusqu'au boîtier de raccordement
- Réseau amont PAC jusqu'au boîtier de raccordement
- Système de gestion et de suivi
- Dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

B) Centrales géothermiques (pompes à chaleur et équipements périphériques) :

- Ingénierie, conception et réalisation, à condition qu'elles soient suivies des investissements
- VRD¹⁵ et bâtiments spécifiques
- Equipements de production de chauffage de type échangeurs dont pompes à chaleur, d'eau chaude sanitaire et/ou de froid
- Raccordement aux capteurs géothermiques et/ou aqua-thermiques
- Système de gestion et de suivi
- Ballons tampons
- Dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Ne sont pas éligibles :

¹⁵ Voiries, réseaux, divers...

- Les PAC aérothermiques
- Les captages horizontaux ou géo-solaires

C) Réseaux de chaleur primaires de distribution (sortie PAC) :

- Ingénierie, conception et réalisation, à condition qu'elles soient suivies des investissements
- VRD²⁰
- Réseau de chaleur (primaire et sous stations)
- Dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Pour toutes les dépenses d'investissement, sont exclus :

- Achat de terrain et de bâtiments
- Matériels d'occasion

Taux – Financement

Taux moyen de l'axe : 40% des dépenses éligibles

Animation – Etudes :

Taux maximum de FEDER : 50% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

Investissement :

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

Documents à fournir

A) Forage et captage du potentiel géothermique et aqua-thermique :

Au dépôt de la demande :

Etude de faisabilité préalable

Etude géothermique et/ou géotechnique des terrains sondés

A la demande de solde :

PV réception de l'installation des capteurs

B) Centrales géothermiques (pompes à chaleur et équipements périphériques) :

Au dépôt de la demande :

Etude de faisabilité préalable

A la demande de solde :

PV de réception des installations

C) Réseaux de chaleur primaires de distribution (sortie PAC) :

Au dépôt de la demande :

Etude de faisabilité préalable

Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, de l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément de l'intérêt de cette nouvelle unité de géothermie et/ou aqua-thermie pour le territoire

A la demande de solde :

PV de réception des installations

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge des énergies renouvelables	ADEME
-------------------	--	-------

Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique

OS 3.2 : Réduire la consommation énergétique dans le logement social - Investissements

Résultat attendu	Réduction de la quantité d'énergie consommée (et par voie de conséquence du poids des charges pour le locataire d'un logement social) Amélioration de la qualité de vie sans préjudice sur le pouvoir d'achat des habitants concernés (en termes de classement énergétique) Diminution de la production de gaz à effet de serre
Indicateur de résultat	Part des logements sociaux les plus énergivores (IR9)
Indicateurs de réalisation	Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique (CO31) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

Type d'actions

Investissements :

- en matière de rénovation énergétique Bâtiment basse consommation (BBC Effinergie® rénovation) des logements sociaux y compris outils de suivi et de comptage ;
- en matière de rénovation énergétique permettant un saut qualitatif important dans les logements sociaux les plus énergivores, de façon exceptionnelle.

Bénéficiaires

Organismes prévus aux articles L411-2 et suivants ou à l'article R331-14 du code de la construction et de l'habitation.

Sélection

Compte tenu des objectifs quantitatifs issus du SRCAE, de la relative maturité du secteur (dynamique régionale lancée depuis 6 ans) et du niveau d'exigence retenu pour la programmation précédente, le niveau minimal de performance pour bénéficier des fonds européens sera celui du BBC. Quelques dossiers de logements sociaux publics classés en étiquette F ou G, si les conditions techniques le démontrent, auront un régime dérogatoire uniquement en début de programme sous la forme d'un appel à projet.

Une étude thermique réglementaire prévisionnelle sera demandée, ainsi qu'une note présentant l'impact des travaux envisagés sur le couple « Loyer + charges » pour les logements sociaux. La performance énergétique après travaux sera vérifiée.

Critères d'éligibilité

Atteinte du niveau BBC Effinergie® rénovation prévue dans l'étude thermique prévisionnelle (au dépôt du dossier) et finale (en fin des travaux après vérification au versement du solde).

Un appel à projets en début de période pour des logements sociaux très énergivores -avec étiquettes F ou G- présentant un saut qualitatif important mais inférieur à BBC Effinergie® rénovation.

Réalisation obligatoire d'un test d'étanchéité à l'air final (à la réception des travaux).

Gain minimum entre niveau initial et niveau final de consommation énergétique (calcul réglementaire) de 120 kWh_{Ep}/m².an.

Dépenses éligibles

L'assiette éligible est constituée par :

- l'ensemble des dépenses directement liées à l'efficacité énergétique, telles que listées dans l'annexe 2 « liste des dépenses afférentes et des travaux induits par les travaux thermiques pouvant être pris en compte pour l'octroi du FEDER » de la circulaire MEEDDAT du 22 juin 2009 ;
- Les outils de suivi des consommations et de comptage ;
- Les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Taux - Financement

40% des dépenses éligibles dans la limite de 3500 € par logement pour un gain jusqu'à 200 kWh_{Ep}/m².an ;

40% des dépenses éligibles dans la limite de 4000 € par logement pour un gain au-delà de 200 kWh_{Ep}/m².an.

Documents

Au dépôt du dossier :

- Étude thermique réglementaire prévisionnelle selon la méthode de calcul TH-C-E ex démontrant l'atteinte du niveau BBC-Effinergie® rénovation ;
- Note présentant :
 - l'impact des travaux envisagés sur le couple « loyer + charges » pour les occupants ;
 - les modalités de sensibilisation des futurs occupants à l'usage de logements BBC Effinergie® rénovation ;
- Tableau annexe démontrant l'absence de surcompensation des coûts d'exécution du service (SIEG) le cas échéant : tableau des coûts indiquant les investissements nécessaires, les recettes générées, le bénéfice dégagé et les compensations de service public (procédure nationale en cours de finalisation).

Au solde :

- Étude thermique réglementaire finale avec reprise du résultat du test de perméabilité à l'air ou certification BBC-Effinergie® rénovation ;
- Rapport du test d'étanchéité à l'air après travaux.

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'efficacité énergétique	Etat
-------------------	---	------

Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique

OS 3.3 : Réduire la consommation énergétique des bâtiments publics de l'enseignement supérieur

Résultat attendu	Réduction de la quantité d'énergie consommée Diminution de la production de gaz à effet de serre
Indicateur de résultat	Consommation énergétique des bâtiments publics d'enseignement supérieur (IR10)
Indicateurs de réalisation	Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics (CO32) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

Type d'actions

Investissements en matière de rénovation énergétique Bâtiment basse consommation (BBC Effinergie® rénovation) des bâtiments publics d'enseignement supérieur, y compris outils de suivi et de comptage.

Bénéficiaires

Établissements publics d'enseignement supérieur

Sélection

Sélection des opérations : appels à projets.

Compte tenu de l'enveloppe destinée à l'OS 3.3, les opérations de rénovation énergétique des bâtiments de l'enseignement supérieur seront sélectionnées suite à appel à projets et se concentreront sur les bâtiments les plus énergivores.

Critères d'éligibilité

Atteinte du niveau BBC Effinergie® rénovation prévue dans l'étude thermique prévisionnelle (au dépôt du dossier) et finale (en fin des travaux après vérification au versement du solde).

Réalisation obligatoire d'un test d'étanchéité à l'air final (à la réception des travaux).

Gain minimum entre niveau initial et niveau final de consommation énergétique (calcul réglementaire) de 120 kWh_{Ep}/m².an.

Dépenses éligibles

L'assiette éligible est constituée par :

- l'ensemble des dépenses directement liées à l'efficacité énergétique, telles que listées dans l'annexe 2 « liste des dépenses afférentes et des travaux induits par les travaux thermiques pouvant être pris en compte pour l'octroi du FEDER » de la circulaire MEEDDAT du 22 juin 2009.
- Les outils de suivi des consommations et de comptage ;
- Les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Taux - Financement

40% des dépenses éligibles dans la limite de 1 500 000 € par opération

Documents

Au dépôt du dossier :

- Étude thermique réglementaire prévisionnelle selon la méthode de calcul TH-C-E ex démontrant l'atteinte du niveau BBC-Effinergie® rénovation ;
- Note présentant les modalités de sensibilisation des futurs occupants des bâtiments BBC Effinergie® rénovation ;

Au solde :

- Étude thermique réglementaire finale avec reprise du résultat du test de perméabilité à l'air ou certification BBC-Effinergie® rénovation ;
- Rapport du test d'étanchéité à l'air après travaux.

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'efficacité énergétique
	Direction en charge de l'enseignement supérieur

Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique

OS 3.2 et 3.3 : Ingénierie

Résultat attendu	Réduction de la quantité d'énergie consommée (et par voie de conséquence du poids des charges pour le locataire d'un logement social) Amélioration de la qualité de vie sans préjudice sur le pouvoir d'achat des habitants concernés (en termes de classement énergétique) Diminution de la production de gaz à effet de serre
Indicateur de résultat	Part des logements sociaux les plus énergivores (IR9)
Indicateurs de réalisation	Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique (CO31) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

Type d'actions

Ingénierie technique :

- Actions de conseil, de retour d'expériences, de diffusion de bonnes pratiques, de suivi des performances, de contrôle des résultats et des usages.
- Création d'un service public de l'efficacité énergétique accompagnant la rénovation énergétique du parc logement et du secteur tertiaire public à un niveau Bâtiment basse consommation (BBC) Effinergie® rénovation.

Bénéficiaires

Organismes prévus aux articles L411-2 et suivants ou à l'article R331-14 du code de la construction et de l'habitation ;

Collectivités territoriales et leurs groupements, associations, syndicats de copropriétés à occupation sociale...

Modalités de sélection

Sélection des opérations : dépôt des dossiers au fil de l'eau

Critères d'éligibilité

Les actions devront porter uniquement sur les cibles éligibles aux objectifs spécifiques 3.2 et 3.3 (logement social public et établissements publics d'enseignement supérieur).

Dépenses éligibles

Prestations externes

Dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER

Frais de personnel

Taux – Financement

50 % des dépenses liées à l'ingénierie et l'accompagnement des dossiers de rénovation énergétique à un niveau BBC Effinergie® rénovation, retenus au titre des OS 3.2 et 3.3 pour les investissements.

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de l'efficacité énergétique
-------------------	---

Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique

OS 3.4 : Réduire l'utilisation de la voiture dans les déplacements domicile-travail

Résultat attendu	Limiter l'utilisation de la voiture individuelle dans les déplacements domicile-travail en encourageant les projets de mobilité durable alternative à la voiture individuelle et les connexions multimodales avec les systèmes de transport existants.
Indicateur de résultat	Part de la voiture dans les déplacements domicile-travail (IR11)
Indicateurs de réalisation	Nombre d'opérations d'aménagements multimodaux autour des gares et points d'arrêt (IS5)

Type d'actions

1) Animation, études

- Actions (ingénierie, études) sur la mobilité durable hors infrastructure : conseil en mobilité en milieu rural (hors autorités organisatrices de transports urbains - AOTU), étude d'organisation de système de transports à la demande (hors fonctionnement) ;
- promotion et animation du covoiturage ;
- organisation des systèmes d'auto-partage ;
- actions de promotion d'une mobilité durable au quotidien : accompagnement des démarches d'élaboration de Plan de Déplacement Entreprises (PDE) et Plans de Déplacements Inter-entreprises (PDIE) ;
- actions de promotion des modes actifs: mise en place de schémas directeurs cyclables (organisation, infrastructures, signalétique des itinéraires cyclables et des services associés, stationnements, location, réparation etc.)... ;
- réduction des besoins de mobilité par des organisations innovantes : regroupement géographique de services et commerces, aménagement d'espaces de travail mutualisés, offre alternative à la voiture particulière pour « les premiers ou derniers km » dans les agglomérations de taille critique, notamment les liaisons centre-ville/gare ...

2) Investissements en matière de mobilité :

- Aménagement multimodaux des gares et points d'arrêt : connexion avec les transports en commun existants, emplacements privilégiés de l'auto-partage et du vélo-partage (proximité, lisibilité), stationnement pour les voitures et vélos...
- Développement des transports en commun en site propre (TCSP), par exemple bus à haut niveau de service... ;
- Liaisons douces entre les stations et les centre-bourgs et centre-ville pour le rabattement vers les gares et haltes ferroviaires;
- Covoiturage : aménagement d'aires de covoiturage et signalétique ;

- Organisation d'une offre alternative à la voiture particulière pour « les premiers ou derniers km » (infrastructure de la logistique périphérique) : parking-relais, auto-partage et vélo-partage, modification de l'offre de transports, ...

Bénéficiaires

Collectivités ou leurs groupements, entreprises, associations, syndicats ayant pour compétence l'organisation des déplacements, syndicats mixtes (par exemple Pays/PETR/SCOT...)...

Modalités de sélection

La sélection des projets se fera sur la base des critères suivants :

- Dans l'attente du futur schéma régional d'intermodalité prévu par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, les actions éligibles doivent s'inscrire dans des stratégies globales de développement et seront conditionnées à l'engagement dans une démarche type PDU (plan de déplacement urbain) pour les territoires soumis à l'obligation réglementaire de réaliser un PDU. Pour les territoires non soumis à l'obligation réglementaire de réaliser un PDU, cette stratégie pourra être intégrée au PCET, par l'intermédiaire d'un volet Mobilité.
- Mutualisation de places de parking avec d'autres usages, à titre d'exemple
- Participation à la multi-modalité autour des gares et points d'arrêt, à titre d'exemple
- Impact direct sur la réduction des gaz à effet de serre
- Adéquation avec une stratégie « bas carbone » locale ou régionale

Les études devront proposer un programme d'actions concrètes chiffrées et planifiées.

Des appels à manifestation d'intérêts thématiques pourront être lancés.

Critères d'éligibilité

Seront éligibles :

- Les actions d'animation portées par un territoire organisé (par exemple : pays, PETR, SCOT...);
- Les études non liées à un investissement ;
- Les investissements et études liées à un investissement en milieu urbain (*modifié en version 2.0*) :
 - études réalisées par un prestataire qualifié (études préalable, études de faisabilité, étude pré-opérationnelle, étude de programmation, en lien avec un projet d'investissement) ;
 - investissements localisés en milieu urbain, selon le zonage présenté en annexe;

Ne seront pas éligibles au titre de cet OS les dépenses liées aux outils et applications numériques, qui relèveront de l'axe 2 – Usages numériques, sauf s'ils sont réalisés en même temps qu'une infrastructure éligible au titre de cet objectif spécifique.

Dépenses éligibles

Etudes : toutes les dépenses éligibles en lien avec les types d'actions prévus dans le programme opérationnel.

Animation : toutes les dépenses éligibles en lien avec les types d'actions prévus dans le programme opérationnel.

Les opérations d'animation seront éligibles sur une période de 3 ans maximum. Elles devront présenter un bilan qui devra être communiqué avant le solde de l'opération et faire l'objet d'une évaluation démontrant l'existence de besoins avant de pouvoir prétendre à un nouveau financement.

Les dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER seront également éligibles (*Ajouté en version 3.0*).

Investissements :

Dépenses éligibles :

- Mobilier urbain (équipements de confort minimum : abri, banc, poubelles, éclairage, sécurité...)
- Aménagements liés à l'intermodalité¹⁶ (parvis, stationnement vélo, parking voiture, quai bus, VRD, démolition...)
- Dépenses liées à l'intégration paysagère (aménagement paysager...)
- Services aux voyageurs en lien avec le déplacement (information voyageur, billettique...)
- Signalétique
- Dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Pour les pôles d'échange multimodaux (PEM), seuls les investissements localisés à l'extérieur d'un bâtiment voyageur seront éligibles.

Dépenses exclues :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment
- du matériel roulant
- des dépenses de mise aux normes

Taux - Financement

Taux moyen de l'axe : 40%

Taux maximum de FEDER (*modifié en version 2.0*): 40% des dépenses éligibles, dans la limite de 3 000 000 € par opération

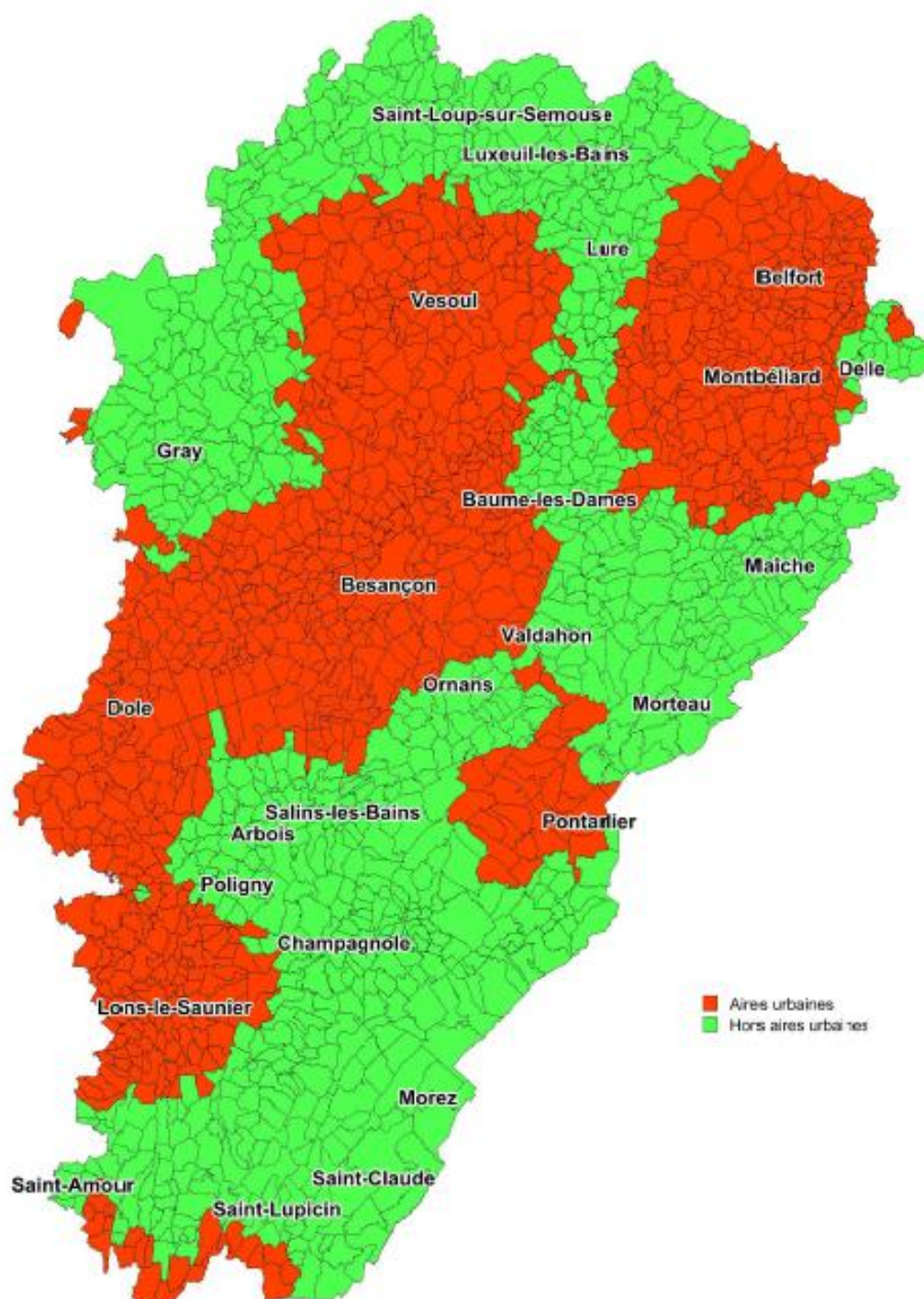
Services consultés

(*modifié en version 2.0 et 3.0*)

Avis systématique	Direction en charge de l'aménagement du territoire	Etat
Avis complémentaire si infrastructures	Direction en charge des transports	

¹⁶ Intermodalité = interconnexion entre différentes offres de transport (transport en commun, piste cyclable, covoiturage, voiture, autopartage...)

Annexe : Carte des communes éligibles à l'OS 3.4



Annexe : Liste des communes éligibles à l'OS 3.4

Nom de la Commune	Code Insee
Abbans-Dessous	25001
Abbans-Dessus	25002
Abbévillers	25004
Accolans	25005
Aibre	25008
Aïssey	25009
Allenjoie	25011
Les Alliés	25012
Allondans	25013
Amagney	25014
Anteuil	25018
Appenans	25019
Arbouans	25020
Arc-et-Senans	25021
Arcey	25022
Arçon	25024
Arc-sous-Cicon	25025
Arguel	25027
Aubonne	25029
Audeux	25030
Audincourt	25031
Autechaux-Roide	25033
Auxon-Dessous	25034
Auxon-Dessus	25035
Avanne-Aveney	25036
Avilley	25038
Badevel	25040
Bannans	25041
Bart	25043
Bartherans	25044
Battenans-les-Mines	25045
Bavans	25048
Berche	25054
Berthelange	25055
Besançon	25056
Bethoncourt	25057
Beure	25058
Beutal	25059
Bians-les-Usiers	25060

Nom de la Commune	Code Insee
Bief	25061
Blamont	25063
Blarians	25065
Blussangeaux	25066
Blussans	25067
Bondeval	25071
Bonnay	25073
Bonnevaux-le-Prieuré	25076
Bouclans	25078
Bourguignon	25082
Bournois	25083
Boussières	25084
Bouverans	25085
Braillans	25086
Breconchaux	25088
Brères	25090
Bretigney	25093
Bretigney-Notre-Dame	25094
Brognard	25097
Buffard	25098
Bugny	25099
Bulle	25100
Burgille	25101
Busy	25103
By	25104
Byans-sur-Doubs	25105
Cademène	25106
Cendrey	25107
Cessey	25109
Chaffois	25110
Chalèze	25111
Chalezeule	25112
Chamesol	25114
Champagney	25115
Champlive	25116

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Champoux	25117	Deluz	25197
Champvans-les-Moulins	25119	Désandans	25198
Chapelle-d'Huin	25122	Devecey	25200
Charbonnières-les-Sapins	25123	Dommartin	25201
Charnay	25126	Doubs	25204
Châtillon-Guyotte	25132	Dung	25207
Châtillon-le-Duc	25133	Échay	25209
Châtillon-sur-Lison	25134	Échenans	25210
Chaucenne	25136	École-Valentin	25212
Chaufontaine	25137	Écot	25214
Les Terres-de-Chaux	25138	L'Écouvotte	25215
Chaux-lès-Clerval	25140	Écurey	25216
Chay	25143	Émagny	25217
Chemaudin	25147	Épeugney	25220
Chenecey-Buillon	25149	Esnans	25221
Chevigney-sur-l'Ognon	25150	Étalans	25222
La Chevillotte	25152	Étouvans	25224
Chevroz	25153	Étrabonne	25225
Chouzelot	25154	Étrappe	25226
La Cluse-et-Mijoux	25157	Étupes	25228
Colombier-Fontaine	25159	Évillers	25229
Corcelles-Ferrières	25162	Exincourt	25230
Corcelle-Mieslot	25163	Faimbe	25232
Corcondray	25164	Ferrières-les-Bois	25235
Côtebrune	25166	Feschés-le-Châtel	25237
Courcelles-lès-Montbéliard	25170	Feule	25239
Courcelles	25171	Flagey-Rigney	25242
Courchapon	25172	Fontain	25245
Crosey-le-Grand	25177	Foucherans	25250
Crosey-le-Petit	25178	Fourbanne	25251
Cubry	25182	Fourg	25253
Cussey-sur-Lison	25185	Franey	25257
Cussey-sur-l'Ognon	25186	Franois	25258
Dambelin	25187	Froidevaux	25261
Dambenois	25188	Gémonval	25264
Dammartin-les-Templiers	25189	Geneuille	25265
Dampierre-les-Bois	25190	Geney	25266
Dampierre-sur-le-Doubs	25191	Gennes	25267
Dampjoux	25192	Germondans	25269
Dannemarie	25194	Glamondans	25273
Dannemarie-sur-Crête	25195	Glav	25274
Dasle	25196	Gonsans	25278

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Goux-lès-Dambelin	25281	Mesmay	25379
Goux-les-Usiers	25282	Miserey-Salines	25381
Goux-sous-Landet	25283	Moncey	25382
Grand-Charmont	25284	Moncley	25383
Grandfontaine	25287	Montagney-Servigney	25385
Granges-Narboz	25293	Montbéliard	25388
Le Gratteris	25297	Montécheroux	25393
Grosbois	25298	Montenois	25394
Hérimoncourt	25304	Montfaucon	25395
L'Hôpital-du-Grosbois	25305	Montferrand-le-Château	25397
Houtaud	25309	Montfort	25399
Hyémondans	25311	Montjoie-le-Château	25402
L'Isle-sur-le-Doubs	25315	Montrond-le-Château	25406
Issans	25316	Morre	25410
Jallerange	25317	Le Mouterot	25414
Laire	25322	Myon	25416
Laissey	25323	Naisey-les-Granges	25417
Lantenne-Vertière	25326	Nancray	25418
Lanthenans	25327	Neuchâtel-Urtière	25422
Larnod	25328	Nods	25424
Lavans-Quingey	25330	Noirefontaine	25426
Lavernay	25332	Noironte	25427
Liebvillers	25335	Nommay	25428
Liesle	25336	Novillars	25429
Lizine	25338	Ollans	25430
Lombard	25340	Onans	25431
Longeville-sur-Doubs	25345	Osse	25437
Lougres	25350	Osselle	25438
Magny-Châtelard	25355	Ougney-Douvot	25439
Malbrans	25360	Ouhans	25440
Mamirolle	25364	Palantine	25443
Mancenans	25365	Palise	25444
Mandeure	25367	Paroy	25445
Marchaux	25368	Pelousey	25448
Marvelise	25369	Pessans	25450
Mathay	25370	Pierrefontaine-lès-Blamont	25452
Mazerolles-le-Salin	25371	Pirey	25454
Médière	25372	Placey	25455
Mercey-le-Grand	25374	La Planée	25459
Mérey-sous-Montrond	25375	Pointvillers	25460
Mérey-Vieille	25376	Pompierre-sur-Doubs	25461
Meslières	25378	Pontarlier	25462

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Pont-de-Roide	25463	Séchin	25538
Pouilley-Français	25466	Seloncourt	25539
Pouilley-les-Vignes	25467	Semondans	25540
Pouligney-Lusans	25468	Septfontaines	25541
Présentevillers	25469	Serre-les-Sapins	25542
La Prétière	25470	Sochaux	25547
Pugey	25473	Solemont	25548
Le Puy	25474	Sombacour	25549
Quingey	25475	Sourans	25552
Rancenay	25477	Soye	25553
Rang	25479	Taillecourt	25555
Raynans	25481	Tallans	25556
Recologne	25482	Tallenay	25557
Rémondans-Vaivre	25485	Tarcenay	25558
Rennes-sur-Loue	25488	Thise	25560
Rigney	25490	Thoraise	25561
Rignosot	25491	Thulay	25562
La Rivière-Drugeon	25493	Thurey-le-Mont	25563
Roche-lez-Beaupré	25495	Torpes	25564
Roches-lès-Blamont	25497	La Tour-de-Sçay	25566
Ronchaux	25500	Trépot	25569
Roset-Fluans	25502	Tressandans	25570
Rosières-sur-Barbèche	25503	Vaire-Arcier	25575
Rougemontot	25506	Vaire-le-Petit	25576
Rouhe	25507	Val-de-Roulans	25579
Roulans	25508	Valentigney	25580
Routelle	25509	Valleroy	25582
Ruffey-le-Château	25510	Valonne	25583
Rurey	25511	Vandoncourt	25586
Sainte-Colombe	25515	Vauchamps	25587
Saint-Gorgon-Main	25517	Vaux-les-Prés	25593
Saint-Hilaire	25518	Velesmes-Essarts	25594
Saint-Juan	25520	Venise	25598
Saint-Julien-lès-Montbéliard	25521	Vennans	25599
Sainte-Marie	25523	Vernierfontaine	25605
Saint-Maurice-Colombier	25524	Vernois-lès-Belvoir	25607
Sainte-Suzanne	25526	Le Vernoy	25608
Saint-Vit	25527	Verrières-du-Grosbois	25610
Samson	25528	La Vèze	25611
Saône	25532	Vieilley	25612
Sauvagney	25536	Vieux-Charmont	25614
Scey-Maisières	25537	Villars-lès-Blamont	25615

Nom de la Commune	Code Insee
Villars-Saint-Georges	25616
Villars-sous-Dampjoux	25617
Villars-sous-Écot	25618
Villers-Buzon	25622
Villers-Grélot	25624
Villers-sous-Montrond	25628
Vorges-les-Pins	25631
Voujeaucourt	25632
Vuillecin	25634
Vyt-lès-Belvoir	25635

Nom de la Commune	Code Insee
Abergement-la-Ronce	39001
Alièze	39007
Amange	39008
Annoire	39011
Archelange	39014
Arlay	39017
Aromas	39018
Arthenas	39021
Asnans-Beauvoisin	39022
Audelange	39024
Augea	39025
Augerans	39026
Augisey	39027
Aumur	39029
Authume	39030
Auxange	39031
Balaiseaux	39034
La Balme-d'Épy	39036
Bans	39037
La Barre	39039
Baume-les-Messieurs	39041
Baverans	39042
Beaufort	39043
Belmont	39048
Biarne	39051
Biefmorin	39054
Bletterans	39056
Blois-sur-Seille	39057
Bonnaud	39064
Bonnefontaine	39065
Bornay	39066
Bourcia	39069
Brans	39074
Bréry	39075
La Bretenière	39076
Bretenières	39077
Brevans	39078
Briod	39079
Cesancey	39088
Chaînée-des-Coupis	39090
Champagney	39096
Champdivers	39099

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Champrougier	39100	Dampierre	39190
Champvans	39101	Le Deschaux	39193
Chancia	39102	Desnes	39194
Chapelle-Voland	39104	Les Deux-Fays	39196
La Charme	39110	Dole	39198
Charnod	39111	Domblans	39199
La Chassagne	39112	Dompierre-sur-Mont	39200
Château-Chalon	39114	Éclans-Nenon	39205
Chatelay	39117	Val-d'Épy	39209
Le Chateley	39119	Les Essards-Taignevaux	39211
Châtenois	39121	Essia	39215
Châtillon	39122	L'Étoile	39217
Chaumergy	39124	Étrepigny	39218
Chaussin	39128	Évans	39219
La Chaux-en-Bresse	39132	Falletans	39220
Chemenot	39136	Le Fied	39225
Chemin	39138	Florentia	39226
Chêne-Bernard	39139	Fontainebrux	39229
Chêne-Sec	39140	Foucherans	39233
Chevigny	39141	Foulenay	39234
Chille	39145	Fraisans	39235
Chilly-le-Vignoble	39146	Frasne-les-Meulières	39238
Chissey-sur-Loue	39149	Frébuans	39241
Choisey	39150	Froideville	39243
Choux	39151	Frontenay	39244
Coisia	39158	Gatey	39245
Commenailles	39160	Gendrey	39246
Condamine	39162	Germigney	39249
Condes	39163	Geruge	39250
Conliège	39164	Gevingey	39251
Cornod	39166	Gevry	39252
Cosges	39167	Grange-de-Vaivre	39259
Courbette	39168	Granges-sur-Baume	39260
Courbouzon	39169	Gredisans	39262
Courlans	39170	Grusse	39264
Courlaoux	39171	Les Hays	39266
Courtefontaine	39172	Jouhe	39270
Crançot	39177	Ladoye-sur-Seille	39272
Crissey	39182	Larnaud	39279
Cuisia	39185	Lavancia-Epercy	39283
Dammartin-Marpain	39188	Lavangeot	39284
Damparis	39189	Lavans-lès-Dole	39285

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Lavigny	39288	Orchamps	39396
Lombard	39296	Ougney	39398
Longwy-sur-le-Doubs	39299	Our	39400
Lons-le-Saunier	39300	Pagney	39402
Louvatange	39302	Pannessières	39404
Le Louverot	39304	Parcey	39405
La Loye	39305	Passenans	39407
Macornay	39306	Peintre	39409
Malange	39308	Perrigny	39411
Mallerey	39309	Peseux	39412
Mantry	39310	Le Petit-Mercey	39414
La Marre	39317	Petit-Noir	39415
Maynal	39320	Le Pin	39421
Menétru-le-Vignoble	39321	Plainoiseau	39422
Menotey	39323	Pleure	39429
Messia-sur-Sorne	39327	Plumont	39430
Mirebel	39332	Poids-de-Fiole	39431
Moiron	39334	Pointre	39432
Moissey	39335	Publy	39445
Molay	39338	Quintigny	39447
Monay	39342	Rahon	39448
Monnières	39345	Rainans	39449
Montagna-le-Templier	39347	Ranchot	39451
Montaigu	39348	Rans	39452
Montain	39349	Recanoz	39454
Montbarrey	39350	Reithouse	39455
Montcusel	39351	Relans	39456
Monteplain	39352	Les Repôts	39457
Montfleur	39353	Revigny	39458
Montmirey-la-Ville	39360	Rocheft-sur-Nenon	39462
Montmirey-le-Château	39361	Rogna	39463
Montmorot	39362	Romain	39464
Mont-sous-Vaudrey	39365	Romange	39465
Mutigney	39377	Rotalier	39467
Nance	39379	Rouffange	39469
Nantey	39382	Ruffey-sur-Seille	39471
Neublans-Abergement	39385	Rye	39472
Nevy-lès-Dole	39387	Sainte-Agnès	39474
Nevy-sur-Seille	39388	Saint-Aubin	39476
Nogna	39390	Saint-Baraing	39477
Offlanges	39392	Saint-Didier	39480
Orbagna	39395	Saint-Germain-lès-Arlay	39482

Nom de la Commune	Code Insee
Saint-Lamain	39486
Saint-Laurent-la-Roche	39488
Saint-Loup	39490
Saint-Maur	39492
Salans	39498
Saligney	39499
Sampans	39501
Séligney	39507
Sellières	39508
Senaud	39509
Sergenau	39511
Sergenon	39512
Sermange	39513
Serre-les-Moulières	39514
Souvans	39520
Tassenières	39525
Tavaux	39526
Taxenne	39527
Thervay	39528
Thoirette	39530
Thoissia	39532
Toulouse-le-Château	39533
Trenal	39537
Varessia	39544
Vaudrey	39546
Vercia	39549
Verges	39550
Vernantais	39552
Le Vernois	39553
Vers-sous-Sellières	39555
Vescles	39557
Vevy	39558
La Vieille-Loye	39559
Villeneuve-lès-Charnod	39566
Villeneuve-sous-Pymont	39567
Villers-les-Bois	39570
Villers-Robert	39571
Villette-lès-Dole	39573
Villeveux	39574
Le Villey	39575
Vincelles	39576
Vincent	39577

Nom de la Commune	Code Insee
Viry	39579
Vitreux	39581
Voiteur	39582
Vriage	39584

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Aboncourt-Gesincourt	70002	Buthiers	70109
Amoncourt	70015	Calmoutier	70111
Andelarre	70019	Cenans	70113
Andelarrot	70020	Cerre-lès-Noroy	70115
Andornay	70021	Chagey	70116
Arbecey	70025	Châlonvillars	70117
Aroz	70028	Chambornay-lès-Bellevaux	70118
Attricourt	70032	Chambornay-lès-Pin	70119
Aulx-lès-Cromary	70036	Champagney	70120
Authoison	70038	Champey	70121
Autoreille	70039	Chancey	70126
Autrey-lès-Cerre	70040	Chantes	70127
Auxon	70044	Chargey-lès-Port	70133
Avrigny-Virey	70045	Chariez	70134
Baignes	70047	Charmoille	70136
Bard-lès-Pesmes	70048	Chassey-lès-Montbozon	70137
La Barre	70050	Chassey-lès-Scey	70138
Les Bâties	70053	Châteney	70140
Bulay	70056	Châtenois	70141
Bay	70057	Chaumercenne	70142
Beaumont-Aubertans	70059	Chaux-la-Lotière	70145
Beaumont-lès-Pin	70060	Chaux-lès-Port	70146
Belfahy	70061	Chavanne	70147
Belverne	70064	Chemilly	70148
Besnans	70065	Chenebier	70149
Betoncourt-lès-Brotte	70067	Chenevrey-et-Morogne	70150
Bonboillon	70075	Cirey	70154
Bonnevent-Velloreille	70076	Clairegoutte	70157
Borey	70077	Clans	70158
Bougnon	70079	Coisevaux	70160
Bouhans-lès-Montbozon	70082	Colombe-lès-Vesoul	70162
Boulot	70084	Colombier	70163
Boult	70085	Colombotte	70164
Bourguignon-lès-la-Charité	70088	Combeaufontaine	70165
Boursières	70090	Comberjon	70166
Bresilley	70092	Conflandey	70167
Breurey-lès-Faverney	70095	Confracourt	70169
Brevilliers	70096	Cordonnet	70174
Broye-Aubigny-Montseugny	70101	Cornot	70175
Brussey	70102	Coulevon	70179
Bucey-lès-Traves	70105	Courchaton	70180
Bussièrès	70107	Courcuire	70181

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Courmont	70182	Grattery	70278
Couthenans	70184	Héricourt	70285
La Creuse	70186	Hugier	70286
Crevans-et-la-Chapelle-lès-Gr	70187	Hyet	70288
Creveney	70188	Lambrey	70293
Cromary	70189	Larians-et-Munans	70296
Cult	70193	Lavigney	70298
Dampierre-sur-Linotte	70197	Lieffrans	70301
Dampvalley-lès-Colombe	70199	Liévans	70303
La Demie	70203	Lœuilley	70305
Échavanne	70205	Lomont	70306
Échenans-sous-Mont-Vaudois	70206	Loulans-Verchamp	70309
Échenoz-la-Méline	70207	Luze	70312
Échenoz-le-Sec	70208	Lyoffans	70313
Errevet	70215	Le Magnoray	70316
Étobon	70221	Magny-Danigon	70318
Étrelles-et-la-Montbleuse	70222	Magny-Jobert	70319
Étuz	70224	Mailleroncourt-Charette	70322
Faverney	70228	Mailley-et-Chazelot	70324
Faymont	70229	Maizières	70325
Fédry	70230	La Malachère	70326
Ferrières-lès-Scey	70232	Malans	70327
Filain	70234	Mandrevillars	70330
Flagy	70235	Marnay	70334
Fleurey-lès-Faverney	70236	Maussans	70335
Fondremand	70239	Melin	70337
Fontenois-lès-Montbozon	70243	Mersuay	70343
Frahier-et-Chatebier	70248	Mignavillers	70347
Frasne-le-Château	70253	Moffans-et-Vacheresse	70348
Frédéric-Fontaine	70254	Moimay	70349
Fresse	70256	Mollans	70351
Fretigney-et-Velloreille	70257	Montagney	70353
Frotey-lès-Vesoul	70261	Montarlot-lès-Rioz	70355
Genevreuille	70262	Montboillon	70356
Genevrey	70263	Montbozon	70357
Georfans	70264	Montcey	70358
Gézier-et-Fontenelay	70268	Montigny-lès-Vesoul	70363
Gourgeon	70272	Montjustin-et-Velotte	70364
Grammont	70273	Mont-le-Vernois	70367
Grandvelle-et-le-Perrenot	70275	Motey-Besuche	70374
Granges-la-Ville	70276	Navenne	70378
Granges-le-Bourg	70277	Neurey-en-Vaux	70380

Nom de la Commune	Code Insee	Nom de la Commune	Code Insee
Neurey-lès-la-Demie	70381	Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin	70482
Neuve-lès-Cromary	70383	Scye	70483
Neuve-lès-la-Charité	70384	Secenans	70484
La Neuve-lès-Scey	70386	Semmadon	70486
Noidans-le-Ferroux	70387	Senargent-Mignafans	70487
Noidans-lès-Vesoul	70388	Servigney	70490
Noroy-le-Bourg	70390	Soing-Cubry-Charentenay	70492
Oiselay-et-Grachaux	70393	Sorans-lès-Breurey	70493
Ormenans	70397	Sornay	70494
Ovanches	70401	Tavey	70497
Palante	70403	Thieffrans	70500
Pennesières	70405	Thiénans	70501
Percey-le-Grand	70406	Traitiéfontaine	70503
Perrouse	70407	Traves	70504
Pin	70410	Trémoins	70506
Plancher-Bas	70413	Trésilley	70507
Plancher-les-Mines	70414	Tromarey	70509
Pomoy	70416	Vaivre-et-Montoille	70513
Pontcey	70417	Vallerois-le-Bois	70516
Le Pont-de-Planches	70418	Vallerois-Lorioz	70517
Pont-sur-l'Ognon	70420	Le Val-Saint-Éloi	70518
Port-sur-Saône	70421	Vandelans	70519
Provenchère	70426	Vantoux-et-Longeville	70521
Purgerot	70427	Varogne	70522
Pusey	70428	Vauchoux	70524
Pusy-et-Épenoux	70429	Vaux-le-Moncelot	70527
Quenoche	70431	Vellechevreaux-et-Courbenans	70530
Quincey	70433	Velleclaire	70531
Raze	70439	Vellefaux	70532
Recologne-lès-Rioz	70441	Vellefrie	70534
La Résie-Saint-Martin	70444	Velleguindry-et-Levrecey	70535
Rioz	70447	Velle-le-Châtel	70536
Roche-sur-Linotte-et-Sorans-lès-Breurey	70449	Velleminfroy	70537
Ronchamp	70451	La Vergenne	70544
Rosey	70452	Verlans	70547
Ruhans	70456	La Vernotte	70549
Rupt-sur-Saône	70457	Vesoul	70550
Saint-Ferjeux	70462	Vezet	70551
Saint-Gand	70463	La Villedieu-en-Fontenette	70555
Saulnot	70477	La Villeneuve-Bellenoye-et-la-Maizière	70558
Saulx	70478	Villeparois	70559
Sauvigney-lès-Pesmes	70480	Villers-Bouton	70560

Nom de la Commune	Code Insee
Villers-le-Sec	70563
Villers-Pater	70565
Villers-sur-Port	70566
Villers-sur-Saulnot	70567
Vilory	70569
Voray-sur-l'Ognon	70575
Vregille	70578
Vyans-le-Val	70579
Vy-le-Ferroux	70580
Vy-lès-Rupt	70582
Vy-lès-Filain	70583

Nom de la Commune	Code Insee
Andelnans	90001
Angeot	90002
Anjoutey	90003
Argiésans	90004
Auxelles-Bas	90005
Auxelles-Haut	90006
Banvillars	90007
Bavilliers	90008
Beaucourt	90009
Belfort	90010
Bermont	90011
Bessoncourt	90012
Bethonvilliers	90013
Botans	90015
Bourg-sous-Châtelet	90016
Bourogne	90017
Brebotte	90018
Bretagne	90019
Buc	90020
Charmois	90021
Châtenois-les-Forges	90022
Chaux	90023
Chavanatte	90024
Chèvremont	90026
Cravanche	90029
Cunelières	90031
Danjoutin	90032
Denney	90034
Dorans	90035
Eguenigue	90036
Éloie	90037
Essert	90039
Étueffont	90041
Évette-Salbert	90042
Felon	90044
Fêche-l'Église	90045
Fontaine	90047
Fontenelle	90048
Foussemagne	90049
Frais	90050
Froidfontaine	90051
Giromagny	90052

Nom de la Commune	Code Insee
Grosmagny	90054
Grosne	90055
Lachapelle-sous-Chaux	90057
Lachapelle-sous-Rougemont	90058
Lacollonge	90059
Lagrange	90060
Lamadeleine-Val-des-Anges	90061
Larivière	90062
Lepuix	90065
Leval	90066
Menoncourt	90067
Meroux	90068
Méziré	90069
Montbouton	90070
Montreux-Château	90071
Morvillars	90072
Moval	90073
Novillard	90074
Offemont	90075
Pérouse	90076
Petit-Croix	90077
Petitefontaine	90078
Petitmagny	90079
Phaffans	90080
Autrechêne	90082
Recouvrance	90083
Reppe	90084
Riervescemont	90085
Romagny-sous-Rougemont	90086
Roppe	90087
Rougegoutte	90088
Rougemont-le-Château	90089
Saint-Dizier-l'Évêque	90090
Saint-Germain-le-Châtelet	90091
Sermamagny	90093
Sevenans	90094
Suarce	90095
Trévenans	90097
Urcerey	90098
Valdoie	90099
Vauthiermont	90100
Vescemont	90102
Vétrigne	90103
Vézelois	90104

Axe 4 : Mettre la formation et la qualification au service d'une économie locale pourvoyeuse d'emplois

OS 4.1 : Améliorer les connaissances de base des personnes faiblement qualifiées à travers une meilleure intégration dans des parcours de formation

Résultat attendu	Améliorer les connaissances de base des personnes faiblement qualifiées (de niveau de qualification CITE 1 à 4) afin d'augmenter les chances d'intégration dans une action qualifiante pour les demandeurs d'emploi ou les détenus et de diminuer le risque de sorties anticipées des parcours de formation par apprentissage pour les apprentis.
Indicateur de résultat	Taux de participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation (IR12) – <i>lié aux participants de l'OS 4.1 uniquement</i>
Indicateurs de réalisation	Participants (sur la base de CO01+CO03+CO05) (IS7) Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1), du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2) (CO09)

Type d'actions

- Actions de formation permettant l'acquisition des savoirs de base indispensables à l'entrée en formation qualifiante ou actions de soutien des apprentis en cours de formation :
 - Actions de formation visant la lutte contre l'illettrisme ;
 - Actions de formation visant l'acquisition des savoirs de base dans l'objectif d'une mise à niveau générale en lien avec le projet de qualification ;
 - Actions de pré-qualification : remise à niveau générale et technique liée à un secteur professionnel donné accompagnée d'une mise en situation professionnelle dans le secteur visé, dans l'objectif d'atteindre les pré-requis nécessaires pour entrer en parcours de certification ou dans l'objectif d'atteindre le niveau requis pour présenter et réussir les concours du secteur visé ;
 - Actions spécifiques en direction des apprentis : soutien scolaire et psychologique en direction des apprentis présentant des difficultés en centre de formation ou en entreprise d'accueil, actions de mise à niveau permettant la préparation à la poursuite de parcours ;
- Actions permettant l'élaboration de diagnostics individualisés :
 - Action de définition de projet professionnel : action s'appuyant sur une alternance entre un accompagnement/formation en centre et des mises en situation professionnelle dans le cadre de stage entreprise ;
 - Actions de positionnement : individualisation du parcours de formation.
- Accompagnement au montage de dossier de VAE¹⁷ ;
- Actions particulières en direction de publics fragilisés, notamment les personnes sous main de justice.

Bénéficiaires

¹⁷ Validation des acquis de l'expérience

Conseil régional, collectivités territoriales, partenaires sociaux, organismes consulaires, associations, établissements d'enseignement public ou privé, dispositifs type « écoles de la 2ème chance », organismes de formation, administration pénitentiaire.

Les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) font partie de la liste de bénéficiaires ci-dessus.

Sélection

Sélection des opérations : appels à projets ou éventuellement au fil de l'eau

Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi, les apprentis et les personnes sous-main de justice, avec une attention particulière pour les personnes pas ou faiblement qualifiées.

Critères d'éligibilité

Les opérations doivent porter spécifiquement sur des personnes en difficulté par rapport aux connaissances de base. La sélection des participants au sein des organismes devra se faire sur la base de ce critère.

Les opérations qui visent les personnes sous-main de justice ne concernent en Franche-Comté que des hommes. La priorité transversale concernant l'égalité entre les hommes et les femmes ne s'applique donc pas à ces opérations.

Dépenses éligibles

Toutes dépenses éligibles liées à l'opération de formation.

Taux - Financement

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles

Documents à fournir

Au démarrage de l'opération :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à l'entrée dans la formation

En cours d'opération et au solde :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à différentes étapes de la formation

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge de la formation (hors cellule FSE)	
Priorités transversales	DRDFE	DRJSCS

Axe 4 : Mettre la formation et la qualification au service d'une économie locale pourvoyeuse d'emplois

OS 4.2 : Augmenter le niveau de qualification des actifs

Résultat attendu	Adaptation des compétences et des qualifications des demandeurs d'emploi, détenus et apprentis aux besoins des entreprises, pour faciliter leur insertion sur le marché du travail.
Indicateur de résultat	Participants obtenant une qualification au terme de leur participation (CR03) – <i>lié aux participants de l'OS 4.2 uniquement</i>
Indicateurs de réalisation	Participants (sur la base de CO01+CO03+CO05) (IS7) Participants de plus de 45 ans (demandeurs d'emploi) (IS8) Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1), du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2) (CO09)

Type d'actions

- Actions de formation qualifiante ;
- Modules courts de formation permettant d'améliorer immédiatement les chances d'accès à l'emploi, y compris pour les apprentis au cours de leur formation ;
- Modules courts de formation permettant la validation des acquis de l'expérience ;
- Modules de formation visant à mettre en œuvre des passerelles entre les compétences acquises dans les secteurs confrontés à des pertes d'emploi et celles nécessaires dans les secteurs d'activités qui offrent des perspectives d'embauche.

Bénéficiaires

Conseil régional, collectivités territoriales, partenaires sociaux, organismes consulaires, associations, établissements d'enseignement public ou privé, organismes de formation, administration pénitentiaire.

Sélection

Sélection des opérations : appels à projets ou éventuellement au fil de l'eau

Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi, les apprentis et les personnes sous-main de justice, avec une attention particulière pour les personnes pas ou faiblement qualifiées et les personnes de plus de 45 ans.

Critères d'éligibilité

Les formations retenues devront être d'un niveau inférieur ou égal au niveau CITE 4 et porter spécifiquement sur des personnes inscrites dans un cursus de formation de niveau inférieur ou égal au niveau CITE 4.

Les opérations qui visent les personnes sous-main de justice ne concernent en Franche-Comté que des hommes. La priorité transversale concernant l'égalité entre les hommes et les femmes ne s'applique donc pas à ces opérations.

Dépenses éligibles

Toutes dépenses éligibles liées à l'opération de formation.

Taux - Financement

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles

Documents à fournir

Au démarrage de l'opération :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à l'entrée dans la formation

En cours d'opération et au solde :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à différentes étapes de la formation

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

	Direction en charge de la formation	
Avis systématique		
Priorités transversales	DRDFE	DRJSCS

Axe 5 : Favoriser une approche intégrée du développement urbain durable

OS 5.1 : Augmenter la qualité de l'environnement en réhabilitant les espaces dégradés des pôles métropolitains

Résultat attendu	Limiter la consommation de foncier et d'améliorer la qualité de vie en encourageant la réappropriation d'espaces dégradés
Indicateur de résultat	Superficie d'espaces dégradés des espaces métropolitains (IR13)
Indicateurs de réalisation	Population couverte par des stratégies urbaines intégrées (CO37) Espaces non bâtis créés ou réhabilités dans ces zones urbaines (CO38)

Type d'actions

- Réhabilitation de quartiers existants : opérations de réhabilitation d'habitat, reconstruction–densification du tissu existant (friches urbaines, industrielles, ferroviaires, changement d'usage, lotissement vieillissant) ;
- Opérations de renouvellement urbain, comblement de dent creuse (= espace non urbanisé entouré d'urbanisation) ou greffe sur l'existant
- Requalifications de friches urbaines et espaces économiques vieillissants pour permettre l'accueil d'habitants ou d'activités nouvelles
- Protection et valorisation de l'environnement naturel en milieu urbain
- Création d'équipements permettant l'amélioration du cadre de vie et le renforcement de l'attractivité...

Bénéficiaires

Collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics, SEM et SPL

Sélection

Les actions ne seront éligibles que dans le cadre d'une stratégie globale de développement à l'échelle de chaque ensemble urbain prenant en compte des critères et objectifs environnementaux et s'inscrivant en cohérence avec les orientations du SRADDT, du SRCAE, et de la SRDE. Cette stratégie intégrée s'appuiera sur un diagnostic à l'échelle de l'ensemble urbain concerné et comportera un plan prévisionnel d'investissements et de projets. Les autorités urbaines seront responsables de la sélection des opérations.

Critères d'éligibilité

Les opérations doivent porter sur des espaces dégradés dans le cadre d'un projet global de requalification de l'espace (réhabilitation de l'espace dégradé).

Les opérations de comblement de dent creuse, de protection et de valorisation du patrimoine naturel seront soutenues uniquement si elles sont comprises dans un projet plus global intégrant la requalification d'un espace dégradé. Dans le cas des opérations de comblement de dents creuses, la mise en place de services ne sera pas soutenue (ligne de partage avec le FEADER).

Les opérations de réhabilitation d'habitat ne seront éligibles qu'en cas de de changement d'usage. La rénovation ou la construction de logements n'est pas éligible.

Critère d'éco-conditionnalité : Dans le cas des opérations de travaux, un accompagnement du maître d'ouvrage sur la prise en compte de l'environnement sera exigé (*modifié en version 2.0*).

Dépenses éligibles

Acquisition de terrains bâti et non bâti dans la limite de 10% des dépenses éligibles (15% dans le cas des sites abandonnés ou ceux anciennement à usage industriel qui contiennent des bâtiments)

Dépollution seulement si les actions juridiques et contentieuses de recherche des responsabilités sont épuisées, y compris les recours (respect du principe pollueur-payeur)

Déconstruction et démolition

Travaux de réhabilitation des bâtiments à vocation économique et/ou destinés à implanter des services

Travaux de construction (hors habitat)

Aménagement intérieur en cas de changement d'usage

Aménagement extérieur et paysager, aménagement d'espaces publics

Etudes pré-opérationnelles et opérationnelles

Dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Taux - financement

Taux FEDER : 35% des dépenses éligibles dans la limite de 3 000 000 € par opération et de l'application des règles d'aides d'état (*modifié en version 2.0*)

Services consultés

(*modifié en version 2.0 et 3.0*)

Avis systématique	Direction en charge de l'aménagement du territoire	Etat
Avis si thématique spécifique	autres services Etat ou Région en fonction de la destination du site	
Priorités transversales	DRDFE	DRJSCS

Axe 5 : Favoriser une approche intégrée du développement urbain durable

OS 5.2 : Augmenter la qualité du cadre de vie dans les quartiers prioritaires

Résultat attendu	Améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires, notamment par le développement d'activités et de services et par l'amélioration de l'aménagement urbain pour désenclaver les quartiers et rendre leur environnement plus agréable et fonctionnel.
Indicateur de résultat	Perception d'amélioration du cadre de vie (IR14)
Indicateurs de réalisation	Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines (CO39)

Type d'actions

- Réhabilitation des quartiers prioritaires mettant l'accent sur des problématiques de développement durable (consommation optimisée du foncier, mixité, préservation ou restauration de la biodiversité, maîtrise de l'énergie, économie circulaire¹⁸)
- Aménagement d'espaces publics permettant d'améliorer la vie sociale du quartier (dont la tranquillité publique) : jardins publics, parcs urbains ...
- Equipements de services de proximité (services publics et privés et à la population, commerces, ...) : équipements, accompagnement, ...
- Actions permettant le développement économique et la création d'emplois sur les quartiers
- Ingénierie pour la mise en œuvre de la politique de la ville sur les quartiers prioritaires et moyens innovants visant à animer les quartiers

Bénéficiaires

Collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics, SEM et SPL

Sélection

Cet objectif est spécifique aux quartiers prioritaires (c'est-à-dire sur le quartier ou plus largement si lien avec le quartier), au sens large (voir définition dans le descriptif de l'OS).

Les actions ne seront éligibles que dans le cadre d'une stratégie globale de développement à l'échelle de chaque ensemble urbain prenant en compte des critères et objectifs environnementaux et s'inscrivant en cohérence avec les orientations du SRADDT, du SRCAE, et de la SRDE. Les autorités urbaines seront responsables de la sélection des opérations.

L'intervention du FEDER régional se fera en coordination avec la mobilisation du FSE national et notamment celui géré par les Départements pour la thématique « inclusion ».

¹⁸ Son objectif est de produire des biens et service tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, et des sources d'énergies non renouvelables.

L'articulation se fera également avec les contrats de ville et le CPER.

Critères d'éligibilité

Les opérations doivent porter sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville au sein des pôles métropolitains ou bénéficier majoritairement aux habitants de ces quartiers (Liste des quartiers éligibles en Annexe).

La rénovation ou la construction de logements n'est pas éligible.

Parmi les aménagements d'espaces publics, les aménagements permettant le désenclavement des quartiers seront soutenus s'ils ne peuvent pas l'être au titre de l'objectif spécifique 3.4 sur la mobilité durable.

Critère d'éco-conditionnalité : Dans le cas des opérations de travaux, un accompagnement du maître d'ouvrage sur la prise en compte de l'environnement sera exigé (*modifié en version 2.0*).

Dépenses éligibles

Acquisition de terrains bâti et non bâti dans la limite de 10% des dépenses éligibles

Déconstruction et démolition

Travaux de réhabilitation des bâtiments à vocation économique et/ou destinés à implanter des services aux habitants

Travaux de construction (hors habitat)

Aménagement intérieur en cas de changement d'usage pour favoriser la mixité fonctionnelle

Aménagement extérieur et paysager, aménagement d'espaces publics

Etudes pré-opérationnelles et opérationnelles, assistance à maîtrise d'ouvrage sur les actions innovantes en matière d'animation, assistance à maîtrise d'ouvrage sur la concertation et le lien avec la population

Dépenses directes de publicité concernant l'intervention du FEDER (*Ajouté en version 3.0*).

Les dépenses liées aux obligations réglementaires et de mise aux normes sont exclues.

Taux - financement

Taux FEDER : 60% des dépenses éligibles dans la limite de 3 000 000 € par opération et de l'application des règles d'aides d'état (*modifié en version 2.0*)

Services consultés

(*modifié en version 2.0 et 3.0*)

Avis systématique	Direction en charge de l'aménagement du territoire	Etat
Avis si thématique spécifique	autres services Etat ou Région en fonction des aménagements réalisés dans le quartier	
Priorités transversales	DRDFE	DRJSCS

Annexe : Liste des quartiers Politique de la Ville éligibles à l'OS 5.2

CODE QUARTIER	DÉPARTEMENT	QUARTIER	COMMUNE
QP025001	25	Le Grand Longs Traits	Pontarlier
QP025002	25	Grette	Besançon
QP025003	25	Orchamps - Palente	Besançon
QP025004	25	Planoise	Besançon
QP025005	25	Montrapon	Besançon
QP025006	25	Clairs Soleils	Besançon
QP025007	25	Les Champs Montants	Audincourt
QP025008	25	Champvallon	Bethoncourt
QP025009	25	Les Fougères	Grand-Charmont
QP025010	25	Chiffogne	Montbéliard
QP025011	25	Petite Hollande	Montbéliard
QP025012	25	Les Evoironnes	Sochaux
QP025013	25	Les Buis	Valentigney
QP039001	39	Mesnils Pasteur	Dole
QP039002	39	Marjorie - Les Mouillères	Lons-le-Saunier
QP070001	70	Rêpes - Montmarin	Vesoul
QP070004	70	Les Chenevières	Héricourt
QP090001	90	Bougenel - Mulhouse	Belfort
QP090002	90	Les Glacis du Château	Belfort
QP090003	90	Dardel La Méchelle	Belfort
QP090004	90	Résidences Le Mont	Belfort, Bavilliers
QP090005	90	Arsot Ganghoffer	Offemont , Valdoie

Axe 6 : Promouvoir un développement touristique durable du Massif du Jura

OS 6.1 : Augmenter la qualité de l'offre d'hébergement touristique du massif du Jura

Résultat attendu	<p>Poursuite de l'étalement des séjours en dehors des fortes fréquentations sur les périodes de vacances scolaires d'hiver et d'été, en lien avec l'objectif spécifique 6.2 ;</p> <p>Montée en gamme de l'hôtellerie et de l'hôtellerie de plein air au niveau du massif avec un développement des 3* et 4* nécessaires pour attirer la clientèle, notamment étrangère ;</p> <p>Requalification des centres et des villages de vacances à caractère social qui sont essentiellement tournés vers une clientèle familiale ;</p> <p>Développement des établissements d'hébergement touristique à haute valeur ajoutée accompagnant la diversification de l'offre dans les zones à fort enjeu touristique.</p>
Indicateur de résultat	Nombre d'hébergements touristiques (hôtels, campings, villages vacances) ayant le label qualité France (IR15)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de lits créés ou réhabilités (IS9)</p> <p>Augmentation de l'emploi dans les PME bénéficiant d'un soutien (CO08)</p>

Type d'actions

- Etudes et actions de création, extension, requalification et transmission d'hébergements touristiques notamment d'hôtels, de campings et de gîtes d'étape, résidences de tourisme.
- Accompagnement (études et investissements) lors de la création, l'extension, et la requalification des villages et centres de vacances.
- Accompagnement d'hébergement à forte valeur ajoutée visant à la diversification de l'offre dans les zones à fort enjeu touristique

Bénéficiaires potentiels

Tous porteurs publics et privés, notamment les établissements d'hébergements touristiques, les collectivités publiques, les associations...

Sélection

L'opération doit se dérouler dans le Massif du Jura (cf liste des communes en Annexe).

La sélection des opérations se fera au fil de l'eau et éventuellement sous forme d'appels à projets.

Les projets devront être cohérents avec les orientations de développement du schéma interrégional de massif 2014-2020.

Les opérations devront s'inscrire dans un projet de développement global de l'établissement.

Concernant les gîtes d'étape, seront éligibles les établissements situés à proximité des grands itinéraires de randonnée.

Les projets seront sélectionnés à l'aide des critères suivants :

- Qualité de l'intégration paysagère du projet ;
- Seuil de capacité d'accueil (20 lits pour les hébergements innovants, 30 lits pour les hôtels et 75 emplacements pour les campings) ;
- Qualité des prestations (hébergement, services annexes, labellisation...) ;
- Amplitude d'ouverture de l'établissement sur l'année ;
- Recherche des économies d'énergie et d'eau ;
- Prise en compte de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite...

Projets relatifs à la création de nouveaux hébergements : une étude préalable devra être réalisée afin de confirmer l'opportunité de l'opération et ses conditions de réalisation sur les plans économique, financier et juridique.

Eco conditionnalité : Les porteurs de projets doivent s'engager à intégrer un volet « préservation de l'environnement » dans leur projet.

Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, à l'exclusion :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses d'auto-construction,
- des dépenses d'entretien et de mobilier.

Les investissements et études doivent être menés par des prestataires extérieurs aux conditions du marché, dans le respect des normes en vigueur.

Taux - Financement

Taux moyen: 30% des dépenses éligibles

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge du tourisme	CAMJ
Priorités transversales	DRDFE	

Axe 6 : Promouvoir un développement touristique durable du Massif du Jura

OS 6.2 : Augmenter l'attractivité du massif du Jura

Résultat attendu	Développement de l'offre d'activités touristiques, sur toute l'année ; Valorisation du patrimoine naturel et culturel, y compris le tourisme industriel ; Promotion de la destination « Montagnes du Jura ».
Indicateur de résultat	Notoriété de la destination touristique "Montagnes du Jura" (intention de séjourner dans les montagnes du Jura) (IR16)
Indicateurs de réalisation	Nombre de campagnes de promotion (IS10) Nombre de projets d'aménagement des sites naturels et des musées (IS11) Nombre d'équipements soutenus utilisables pour des activités multi-saisons (IS12) Augmentation du nombre escompté de visites aux sites recensés au titre du patrimoine culturel et naturel et aux attractions bénéficiant d'un soutien (CO09)

Type d'actions

- Diversification de l'offre
 - Aménagement et équipements des stations, des pôles touristiques, développement des sites : sports de pleine nature (escalade, randonnée, VTT, équitation, activités nautiques, activités nordiques....) ;
 - Actions visant à améliorer les conditions d'accueil des pratiquants de l'itinérance : amélioration de la signalétique, des conditions d'hébergement, développement des transports, actions ciblées à destination des jeunes... ;
 - Développement des modes d'itinérances doux avec la création de voies vertes et de pistes cyclables ;
 - Animation et ingénierie de projets interrégionaux, structuration de l'offre de produits touristiques ;
 - Extension, réaménagement de musées, d'équipements culturels et valorisation des savoir-faire.
- Patrimoine naturel et culturel
 - Etudes et investissements relatifs à la protection, aux aménagements et à la valorisation du patrimoine naturel et culturel. Par exemple, aménagement de sites naturels, actions de préservation et de mise en valeur des espèces emblématiques du massif, actions visant à la suppression de pollutions visuelles, ;
 - Etudes et travaux relatifs à la restauration de la morphologie des cours d'eau et des continuités écologiques aquatiques pour quelques projets exemplaires...

- Promotion de la destination « Montagnes du Jura »
- Actions de promotion et de communication externe et interne de la destination « Montagnes du Jura ».

Bénéficiaires

Tous porteurs publics ou privés, notamment les musées, les collectivités publiques, les associations, les SEM, les entreprises, ...

Sélection

L'opération doit se dérouler dans le Massif du Jura (cf liste des communes en Annexe).

La sélection des projets se fera au fil de l'eau ou éventuellement par le biais d'appels à projets.

Les projets devront être cohérents avec les orientations de développement du schéma interrégional de massif 2014-2020.

Les projets seront sélectionnés à l'aide des critères suivants :

- Intégration et articulation des opérations dans un projet territorial de développement ;
- Contribution de l'opération à la diversification de l'offre touristique et à l'amélioration de l'attractivité du massif du Jura ;
- Adéquation de l'opération avec les attentes des clientèles cibles de la stratégie marketing « Montagnes du Jura » ;
- Intégration du projet à un réseau et partenariat ;
- Prise en compte de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite...

Les études seront financées uniquement si elles sont préalables à un projet.

Les équipements liés aux pratiques hivernales seront financés en priorité lorsqu'ils seront conçus de manière à pouvoir être redéployés et rentabilisés sur les autres saisons.

Pour les actions dans le domaine de l'eau, en cas d'intervention sur ouvrage, seules les dépenses strictement liées à l'amélioration de la continuité seront éligibles.

Les actions de communication devront faire l'objet d'un bilan qui devra être communiqué avant le solde de l'opération.

Eco conditionnalité : Les porteurs de projets doivent s'engager à intégrer un volet « préservation de l'environnement » dans leur projet.

Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, à l'exclusion :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses d'auto-construction
- des dépenses d'entretien

Les investissements et études doivent être menés par des prestataires extérieurs aux conditions du marché, dans le respect des normes en vigueur.

Taux - Financement

Taux moyen : 30% des dépenses éligibles

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis systématique	Direction en charge du tourisme	CAMJ
Avis si thématique spécifique	Direction en charge de la culture ou des sports	
Priorités transversales	DRDFE	DRJSCS

Annexe : Liste des communes éligibles à l'Axe 6

Département	Code commune	Nom de la commune
Ain	01002	ABERGEMENT-DE-VAREY
Ain	01004	AMBERIEU-EN-BUGEY
Ain	01006	AMBLEON
Ain	01007	AMBRONAY
Ain	01009	ANDERT-ET-CONDON
Ain	01010	ANGLEFORT
Ain	01011	APREMONT
Ain	01012	ARANC
Ain	01013	ARANDAS
Ain	01014	ARBENT
Ain	01015	ARBIGNIEU
Ain	01017	ARGIS
Ain	01019	ARMIX
Ain	01022	ARTEMARE
Ain	01031	BELLIGNAT
Ain	01033	BELLEGARDE-SUR-VALSERINE
Ain	01034	BELLEY
Ain	01035	BELLEYDOUX
Ain	01036	BELMONT-LUTHEZIEU
Ain	01037	BENONCES
Ain	01039	BEON
Ain	01041	BETTANT
Ain	01044	BILLIAT
Ain	01051	BOLOZON
Ain	01056	BOYEUX-SAINT-JEROME
Ain	01058	BREGNIER-CORDON
Ain	01059	BRENAZ
Ain	01060	BRENOD
Ain	01061	BRENS
Ain	01063	BRION
Ain	01064	BRIORD
Ain	01066	BURBANCHE
Ain	01067	CEIGNES
Ain	01068	CERDON
Ain	01071	CESSY
Ain	01073	CEYZERIEU
Ain	01076	CHALEY
Ain	01077	CHALLES
Ain	01078	CHALLEX
Ain	01079	CHAMPAGNE-EN-VALROMEY
Ain	01080	CHAMPDOR
Ain	01081	CHAMPFROMIER
Ain	01082	CHANAY
Ain	01087	CHARIX
Ain	01091	CHATILLON-EN-MICHAILLE

Ain	01095	CHAVANNES-SUR-SURAN
Ain	01097	CHAVORNAY
Ain	01098	CHAZEY-BONS
Ain	01100	CHEIGNIEU-LA-BALME
Ain	01101	CHEVILLARD
Ain	01103	CHEVRY
Ain	01104	CHEZERY-FORENS
Ain	01106	CIZE
Ain	01107	CLEYZIEU
Ain	01109	COLLONGES
Ain	01110	COLOMIEU
Ain	01111	CONAND
Ain	01112	CONDAMINE
Ain	01114	CONFORT
Ain	01116	CONTREVOZ
Ain	01117	CONZIEU
Ain	01118	CORBONOD
Ain	01119	CORCELLES
Ain	01121	CORLIER
Ain	01122	CORMARANCHE-EN-BUGEY
Ain	01125	CORVEISSIAT
Ain	01127	COURMANGOUX
Ain	01133	CRESSIN-ROCHEFORT
Ain	01135	CROZET
Ain	01138	CULOZ
Ain	01141	CUZIEU
Ain	01143	DIVONNE-LES-BAINS
Ain	01148	DORTAN
Ain	01149	DOUVRES
Ain	01150	DROM
Ain	01152	ECHALLON
Ain	01153	ECHENEVEX
Ain	01155	EVOSGES
Ain	01158	FARGES
Ain	01160	FERNEY-VOLTAIRE
Ain	01162	FLAXIEU
Ain	01170	GEOVREISSIAT
Ain	01171	GEOVREISSET
Ain	01172	GERMAGNAT
Ain	01173	GEX
Ain	01174	GIRON
Ain	01176	GRAND-ABERGEMENT
Ain	01177	GRAND-CORENT
Ain	01180	GRILLY
Ain	01181	GROISSIAT
Ain	01182	GROSLEE
Ain	01184	HAUTECOURT-ROMANECHÉ
Ain	01185	HAUTEVILLE-LOMPNES
Ain	01186	HOSTIAS
Ain	01187	HOTONNES

Ain	01189	INJOUX-GENISSIAT
Ain	01190	INNIMOND
Ain	01191	IZENAVE
Ain	01192	IZERNORE
Ain	01193	IZIEU
Ain	01197	JOURNANS
Ain	01199	JUJURIEUX
Ain	01200	LABALME
Ain	01204	LALLEYRIAT
Ain	01205	LANCRANS
Ain	01206	LANTENAY
Ain	01208	LAVOURS
Ain	01209	LEAZ
Ain	01210	LELEX
Ain	01214	LEYSSARD
Ain	01215	LHOPITAL
Ain	01216	LHUIS
Ain	01218	LOCHIEU
Ain	01219	LOMPNAS
Ain	01221	LOMPNIEU
Ain	01227	MAGNIEU
Ain	01228	MAILLAT
Ain	01233	MARCHAMP
Ain	01234	MARIGNIEU
Ain	01237	MARTIGNAT
Ain	01239	MASSIGNIEU-DE-RIVES
Ain	01240	MATAFELON-GRANGES
Ain	01242	MERIGNAT
Ain	01245	BOHAS-MEYRIAT-RIGNAT
Ain	01247	MIJOUX
Ain	01255	MONTAGNIEU
Ain	01257	MONTANGES
Ain	01265	MONTREAL-LA-CLUSE
Ain	01267	NURIEUX-VOLOGNAT
Ain	01268	MURS-ET-GELIGNIEUX
Ain	01269	NANTUA
Ain	01271	NATTAGES
Ain	01273	NEUVILLE-SUR-AIN
Ain	01274	NEYROLLES
Ain	01277	NIVOLLET-MONTGRIFFON
Ain	01279	ONCIEU
Ain	01280	ORDONNAZ
Ain	01281	ORNEX
Ain	01282	OUTRIAZ
Ain	01283	OYONNAX
Ain	01286	PARVES
Ain	01288	PERON
Ain	01292	PETIT-ABERGEMENT
Ain	01293	PEYRIAT
Ain	01294	PEYRIEU

Ain	01298	PLAGNE
Ain	01300	POIZAT
Ain	01302	POLLIEU
Ain	01303	PONCIN
Ain	01307	PORT
Ain	01308	POUGNY
Ain	01309	POUILLAT
Ain	01310	PREMEYZEL
Ain	01311	PREMILLIEU
Ain	01312	PRESSIAT
Ain	01313	PREVESSIN-MOENS
Ain	01316	PUGIEU
Ain	01317	RAMASSE
Ain	01321	REVONNAS
Ain	01329	ROSSILLON
Ain	01330	RUFFIEU
Ain	01331	SAINT-ALBAN
Ain	01338	SAINT-BENOIT
Ain	01340	SAINT-BOIS
Ain	01341	SAINT-CHAMP
Ain	01354	SAINT-GENIS-POUILLY
Ain	01357	SAINT-GERMAIN-DE-JOUX
Ain	01358	SAINT-GERMAIN-LES-PAROISSES
Ain	01360	SAINT-JEAN-DE-GONVILLE
Ain	01363	SAINT-JEAN-LE-VIEUX
Ain	01372	SAINT-MARTIN-DE-BAVEL
Ain	01373	SAINT-MARTIN-DU-FRENE
Ain	01374	SAINT-MARTIN-DU-MONT
Ain	01384	SAINT-RAMBERT-EN-BUGEY
Ain	01386	SAINT-SORLIN-EN-BUGEY
Ain	01391	SALAVRE
Ain	01392	SAMOGNAT
Ain	01396	SAULT-BRENAZ
Ain	01397	SAUVERNY
Ain	01399	SEGNY
Ain	01400	SEILLONNAZ
Ain	01401	SERGY
Ain	01403	SERRIERES-DE-BRIORD
Ain	01404	SERRIERES-SUR-AIN
Ain	01407	SEYSSEL
Ain	01408	SIMANDRE-SUR-SURAN
Ain	01409	SONGIEU
Ain	01410	SONTHONNAX-LA-MONTAGNE
Ain	01411	SOUCLIN
Ain	01413	SURJOUX
Ain	01414	SUTRIEU
Ain	01415	TALISSIEU
Ain	01416	TENAY
Ain	01417	THEZILLIEU
Ain	01419	THOIRY

Ain	01421	TORCIEU
Ain	01426	TREFFORT-CUISIAT
Ain	01431	VAUX-EN-BUGEY
Ain	01432	VERJON
Ain	01435	VERSIONNEX
Ain	01436	VESANCY
Ain	01441	VIEU-D'IZENAVE
Ain	01442	VIEU
Ain	01444	VILLEBOIS
Ain	01447	VILLEREVERSURE
Ain	01448	VILLES
Ain	01452	VIRIEU-LE-GRAND
Ain	01453	VIRIEU-LE-PETIT
Ain	01454	VIRIGNIN
Ain	01456	VONGNES
Doubs	25002	ABBANS-DESSUS
Doubs	25004	ABBEVILLERS
Doubs	25006	ADAM-LES-PASSAVANT
Doubs	25007	ADAM-LES-VERCEL
Doubs	25009	AISSEY
Doubs	25012	ALLIES
Doubs	25015	AMANCEY
Doubs	25016	AMATHAY-VESIGNEUX
Doubs	25017	AMONDANS
Doubs	25018	ANTEUIL
Doubs	25024	ARCON
Doubs	25025	ARC-SOUS-CICON
Doubs	25026	ARC-SOUS-MONTENOT
Doubs	25027	ARGUEL
Doubs	25028	ATHOSE
Doubs	25029	AUBONNE
Doubs	25033	AUTECHAUX-ROIDE
Doubs	25039	AVOUDREY
Doubs	25041	BANNANS
Doubs	25042	BARBOUX
Doubs	25044	BARTHERANS
Doubs	25046	BATTENANS-VARIN
Doubs	25047	BAUME-LES-DAMES
Doubs	25049	BELFAYS
Doubs	25050	BELIEU
Doubs	25051	BELLEHERBE
Doubs	25052	BELMONT
Doubs	25053	BELVOIR
Doubs	25054	BERCHE
Doubs	25058	BEURE
Doubs	25060	BIANS-LES-USIERS
Doubs	25061	BIEF
Doubs	25062	BIZOT
Doubs	25063	BLAMONT
Doubs	25070	BOLANDOZ

Doubs	25071	BONDEVAL
Doubs	25074	BONNETAGE
Doubs	25075	BONNEVAUX
Doubs	25076	BONNEVAUX-LE-PRIEURE
Doubs	25077	BOSSE
Doubs	25078	BOUCLANS
Doubs	25079	BOUJAILLES
Doubs	25082	BOURGUIGNON
Doubs	25085	BOUVERANS
Doubs	25089	BREMONDANS
Doubs	25091	BRESEUX
Doubs	25094	BRETIGNEY-NOTRE-DAME
Doubs	25095	BRETONVILLERS
Doubs	25096	BREY-ET-MAISON-DU-BOIS
Doubs	25099	BUGNY
Doubs	25100	BULLE
Doubs	25102	BURNEVILLERS
Doubs	25103	BUSY
Doubs	25104	BY
Doubs	25106	CADEMENE
Doubs	25108	CERNAY-L'EGLISE
Doubs	25109	CESSEY
Doubs	25110	CHAFFOIS
Doubs	25113	CHAMESEY
Doubs	25114	CHAMESOL
Doubs	25116	CHAMPLIVE
Doubs	25120	CHANTRANS
Doubs	25121	CHAPELLE-DES-BOIS
Doubs	25122	CHAPELLE-D'HUIN
Doubs	25123	CHARBONNIERES-LES-SAPINS
Doubs	25124	CHARMAUVILLERS
Doubs	25125	CHARMOILLE
Doubs	25126	CHARNAY
Doubs	25127	CHARQUEMONT
Doubs	25128	CHASNANS
Doubs	25129	CHASSAGNE-SAINT-DENIS
Doubs	25130	CHATEAUVIEUX-LES-FOSSES
Doubs	25131	CHATELBLANC
Doubs	25134	CHATILLON-SUR-LISON
Doubs	25138	TERRES-DE-CHAUX
Doubs	25139	CHAUX
Doubs	25140	CHAUX-LES-CLERVAL
Doubs	25141	CHAUX-LES-PASSAVANT
Doubs	25142	CHAUX-NEUVE
Doubs	25145	CHAZOT
Doubs	25148	CHENALOTTE
Doubs	25149	CHENECEY-BUILLON
Doubs	25151	CHEVIGNEY-LES-VERCEL
Doubs	25152	CHEVILLOTTE
Doubs	25154	CHOUZELOT

Doubs	25155	CLERON
Doubs	25156	CLERVAL
Doubs	25157	CLUSE-ET-MIJOUX
Doubs	25159	COLOMBIER-FONTAINE
Doubs	25160	COMBES
Doubs	25161	CONSOLATION-MAISONNETTES
Doubs	25166	COTEBRUNE
Doubs	25171	COURCELLES
Doubs	25173	COUR-SAINT-MAURICE
Doubs	25174	COURTEFONTAINE
Doubs	25175	COURTETAINE-ET-SALANS
Doubs	25176	COURVIERES
Doubs	25177	CROSEY-LE-GRAND
Doubs	25178	CROSEY-LE-PETIT
Doubs	25179	CROUZET
Doubs	25180	CROUZET-MIGETTE
Doubs	25183	CUSANCE
Doubs	25185	CUSSEY-SUR-LISON
Doubs	25187	DAMBELIN
Doubs	25189	DAMMARTIN-LES-TEMPLIERS
Doubs	25191	DAMPIERRE-SUR-LE-DOUBS
Doubs	25192	DAMPJOUX
Doubs	25193	DAMPRICHARD
Doubs	25194	DANNEMARIE
Doubs	25199	DESERVILLERS
Doubs	25201	DOMMARTIN
Doubs	25202	DOMPIERRE-LES-TILLEULS
Doubs	25203	DOMPREL
Doubs	25204	DOUBS
Doubs	25208	DURNES
Doubs	25209	ECHAY
Doubs	25211	ECHEVANNES
Doubs	25213	ECORCES
Doubs	25214	ECOT
Doubs	25216	ECURCEY
Doubs	25218	EPENOUSE
Doubs	25219	EPENOY
Doubs	25220	EPEUGNEY
Doubs	25221	ESNANS
Doubs	25222	ETALANS
Doubs	25223	ETERNOZ
Doubs	25224	ETOUVANS
Doubs	25227	ETRAY
Doubs	25229	EVILLERS
Doubs	25231	EYSSON
Doubs	25233	FALLERANS
Doubs	25234	FERRIERES-LE-LAC
Doubs	25236	FERTANS
Doubs	25238	FESSEVILLERS
Doubs	25239	FEULE

Doubs	25240	FINS
Doubs	25241	FLAGEY
Doubs	25243	FLANGBOUCHE
Doubs	25244	FLEUREY
Doubs	25245	FONTAIN
Doubs	25248	FONTENELLES
Doubs	25250	FOUCHERANS
Doubs	25252	FOURCATIER-ET-MAISON-NEUVE
Doubs	25254	FOURGS
Doubs	25255	FOURNET-BLANCHEROCHE
Doubs	25256	FRAMBOUHANS
Doubs	25259	FRASNE
Doubs	25261	FROIDEVAUX
Doubs	25262	FUANS
Doubs	25263	GELLIN
Doubs	25267	GENNES
Doubs	25268	GERMEFONTAINE
Doubs	25270	GEVRESIN
Doubs	25271	GILLEY
Doubs	25273	GLAMONDANS
Doubs	25274	GLAY
Doubs	25275	GLERE
Doubs	25278	GONSANS
Doubs	25280	GOUMOIS
Doubs	25281	GOUX-LES-DAMBELIN
Doubs	25282	GOUX-LES-USIERS
Doubs	25283	GOUX-SOUS-LANDET
Doubs	25285	GRAND'COMBE-CHATELEU
Doubs	25286	GRAND'COMBE-DES-BOIS
Doubs	25288	FOURNETS-LUISANS
Doubs	25289	GRANDFONTAINE-SUR-CREUSE
Doubs	25290	GRANGE
Doubs	25293	GRANGES-NARBOZ
Doubs	25295	GRANGETTES
Doubs	25296	GRAS
Doubs	25297	GRATTERIS
Doubs	25299	GUILLON-LES-BAINS
Doubs	25300	GUYANS-DURNES
Doubs	25301	GUYANS-VENNES
Doubs	25302	HAUTEPIERRE-LE-CHATELET
Doubs	25303	HAUTERIVE-LA-FRESSE
Doubs	25304	HERIMONCOURT
Doubs	25305	HOPITAL-DU-GROSBOIS
Doubs	25307	HOPITAUX-NEUFS
Doubs	25308	HOPITAUX-VIEUX
Doubs	25309	HOUTAUD
Doubs	25311	HYEMONDANS
Doubs	25312	HYEVRE-MAGNY
Doubs	25314	INDEVILLERS
Doubs	25318	JOUGNE

Doubs	25319	LABERGEMENT-DU-NAVOIS
Doubs	25320	LABERGEMENT-SAINT-MARIE
Doubs	25321	VILLERS-LE-LAC
Doubs	25323	LAISSEY
Doubs	25324	LANANS
Doubs	25325	LANDRESSE
Doubs	25327	LANTHENANS
Doubs	25328	LARNOD
Doubs	25329	LAVAL-LE-PRIEURE
Doubs	25331	LAVANS-VUILLAFANS
Doubs	25333	LAVIRON
Doubs	25334	LEVIER
Doubs	25335	LIEBVILLERS
Doubs	25338	LIZINE
Doubs	25339	LODS
Doubs	25341	LOMONT-SUR-CRETE
Doubs	25342	LONGECHAUX
Doubs	25343	LONGEMAISSON
Doubs	25344	LONGEVILLE-LES-RUSSEY
Doubs	25346	LONGEVILLE
Doubs	25347	LONGEVILLE
Doubs	25348	LONGEVILLES-MONT-D'OR
Doubs	25349	LORAY
Doubs	25351	LUHIER
Doubs	25355	MAGNY-CHATELARD
Doubs	25356	MAICHE
Doubs	25357	MAISONS-DU-BOIS-LIEVREMONT
Doubs	25359	MALANS
Doubs	25360	MALBRANS
Doubs	25361	MALBUISSON
Doubs	25362	MALPAS
Doubs	25364	MAMIROLLE
Doubs	25366	MANCENANS-LIZERNE
Doubs	25370	MATHAY
Doubs	25373	MEMONT
Doubs	25375	MEREY-SOUS-MONTROND
Doubs	25378	MESLIERES
Doubs	25380	METABIEF
Doubs	25386	MONTANCY
Doubs	25387	MONTANDON
Doubs	25389	MONTBELIARDOT
Doubs	25390	MONTBENOIT
Doubs	25391	MONT-DE-LAVAL
Doubs	25392	MONT-DE-VOUGNEY
Doubs	25393	MONTECHEROUX
Doubs	25395	MONTFAUCON
Doubs	25398	MONTFLOVIN
Doubs	25399	MONTFORT
Doubs	25400	MONTGESOYE
Doubs	25401	MONTIVERNAGE

Doubs	25402	MONTJOIE-LE-CHATEAU
Doubs	25403	MONTLEBON
Doubs	25404	MONTMAHOUX
Doubs	25405	MONTPERREUX
Doubs	25406	MONTROND-LE-CHATEAU
Doubs	25410	MORRE
Doubs	25411	MORTEAU
Doubs	25413	MOUTHE
Doubs	25415	MOUTHIER-HAUTE-PIERRE
Doubs	25416	MYON
Doubs	25417	NAISEY-LES-GRANGES
Doubs	25418	NANCRAY
Doubs	25420	NANS-SOUS-SAINT-ANNE
Doubs	25421	NARBIEF
Doubs	25422	NEUCHATEL-URTIERE
Doubs	25424	NODS
Doubs	25425	NOEL-CERNEUX
Doubs	25426	NOIREFONTAINE
Doubs	25432	ORCHAMPS-VENNES
Doubs	25433	ORGEANS-BLANCHEFONTAINE
Doubs	25434	ORNANS
Doubs	25435	ORSANS
Doubs	25436	ORVE
Doubs	25437	OSSE
Doubs	25439	OUGNEY-DOUVOT
Doubs	25440	OUHANS
Doubs	25441	OUVANS
Doubs	25442	OYE-ET-PALLET
Doubs	25443	PALANTINE
Doubs	25446	PASSAVANT
Doubs	25447	PASSONFONTAINE
Doubs	25449	PESEUX
Doubs	25451	PETITE-CHAUX
Doubs	25452	PIERREFONTAINE-LES-BLAMONT
Doubs	25453	PIERREFONTAINE-LES-VARANS
Doubs	25456	PLAIMBOIS-DU-MIROIR
Doubs	25457	PLAIMBOIS-VENNES
Doubs	25458	PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS
Doubs	25459	PLANEE
Doubs	25460	POINTVILLERS
Doubs	25462	PONTARLIER
Doubs	25463	PONT-DE-ROIDE
Doubs	25464	PONTETS
Doubs	25465	PONT-LES-MOULINS
Doubs	25471	PROVENCHERE
Doubs	25473	PUGEY
Doubs	25475	QUINGEY
Doubs	25476	RAHON
Doubs	25478	RANDEVILLERS
Doubs	25480	RANTECHAUX

Doubs	25483	RECUFOZ
Doubs	25485	REMONDANS-VAIVRE
Doubs	25486	REMORAY-BOUJEONS
Doubs	25487	RENEDALE
Doubs	25489	REUGNEY
Doubs	25493	RIVIERE-DRUGEON
Doubs	25494	ROCHEJEAN
Doubs	25496	ROCHE-LES-CLERVAL
Doubs	25497	ROCHES-LES-BLAMONT
Doubs	25500	RONCHAUX
Doubs	25501	RONDEFONTAINE
Doubs	25503	ROSIERES-SUR-BARBECHÉ
Doubs	25504	ROSUREUX
Doubs	25507	ROUHE
Doubs	25508	ROULANS
Doubs	25511	RUREY
Doubs	25512	RUSSEY
Doubs	25513	SAINTE-ANNE
Doubs	25514	SAINT-ANTOINE
Doubs	25515	SAINTE-COLOMBE
Doubs	25516	SAINT-GEORGES-ARMONT
Doubs	25517	SAINT-GORGON-MAIN
Doubs	25519	SAINT-HIPPOLYTE
Doubs	25520	SAINT-JUAN
Doubs	25522	SAINT-JULIEN-LES-RUSSEY
Doubs	25524	SAINT-MAURICE-COLOMBIER
Doubs	25525	SAINT-POINT-LAC
Doubs	25529	SANCEY-LE-GRAND
Doubs	25530	SANCEY-LE-LONG
Doubs	25532	SAONE
Doubs	25533	SARAZ
Doubs	25534	SARRAGEOIS
Doubs	25535	SAULES
Doubs	25537	SCEY-MAISIERES
Doubs	25539	SELONCOURT
Doubs	25541	SEPTFONTAINES
Doubs	25544	SERVIN
Doubs	25545	SILLEY-AMANCEY
Doubs	25546	SILLEY-BLEFOND
Doubs	25548	SOLEMONT
Doubs	25549	SOMBACOUR
Doubs	25550	SOMMETTE
Doubs	25551	SOULCE-CERNAY
Doubs	25552	SOURANS
Doubs	25554	SURMONT
Doubs	25558	TARCENAY
Doubs	25559	THIEBOUHANS
Doubs	25562	THULAY
Doubs	25565	TOUILLON-ET-LOUTELET
Doubs	25569	TREPOT

Doubs	25571	TREVILLERS
Doubs	25573	URTIERE
Doubs	25578	VALDAHON
Doubs	25583	VALONNE
Doubs	25584	VALOREILLE
Doubs	25585	VANCLANS
Doubs	25586	VANDONCOURT
Doubs	25587	VAUCHAMPS
Doubs	25588	VAUCLUSE
Doubs	25589	VAUCLUSOTTE
Doubs	25590	VAUDRIVILLERS
Doubs	25591	VAUFREY
Doubs	25592	VAUX-ET-CHANTEGRUE
Doubs	25595	VELLEROT-LES-BELVOIR
Doubs	25596	VELLEROT-LES-VERCEL
Doubs	25597	VELLEVANS
Doubs	25600	VENNES
Doubs	25601	VERCEL-VILLEDIEU-LE-CAMP
Doubs	25605	VERNIERFONTAINE
Doubs	25607	VERNOIS-LES-BELVOIR
Doubs	25609	VERRIERES-DE-JOUX
Doubs	25610	VERRIERES-DU-GROSBOIS
Doubs	25611	VEZE
Doubs	25615	VILLARS-LES-BLAMONT
Doubs	25617	VILLARS-SOUS-DAMPJOUX
Doubs	25618	VILLARS-SOUS-ECOT
Doubs	25619	VILLEDIEU
Doubs	25620	VILLE-DU-PONT
Doubs	25621	VILLENEUVE-D'AMONT
Doubs	25623	VILLERS-CHIEF
Doubs	25625	VILLERS-LA-COMBE
Doubs	25626	VILLERS-SAINT-MARTIN
Doubs	25627	VILLERS-SOUS-CHALAMONT
Doubs	25628	VILLERS-SOUS-MONTROND
Doubs	25630	VOIRES
Doubs	25631	VORGES-LES-PINS
Doubs	25633	VUILLAFANS
Doubs	25634	VUILLECIN
Doubs	25635	VYT-LES-BELVOIR
Jura	39004	ABERGEMENT-LES-THEY
Jura	39006	AIGLEPIERRE
Jura	39007	ALIEZE
Jura	39009	ANDELOT-EN-MONTAGNE
Jura	39010	ANDELOT-MORVAL
Jura	39013	ARBOIS
Jura	39015	ARDON
Jura	39586	ARESCHES
Jura	39016	ARINTHOD
Jura	39018	AROMAS
Jura	39020	ARSURE-ARSURETTE

Jura	39021	ARTHENAS
Jura	39023	AUBEPIN
Jura	39027	AUGISEY
Jura	39032	AVIGNON-LES-SAINT-CLAUDE
Jura	39036	BALME-D'EPY
Jura	39038	BAREZIA-SUR-L'AIN
Jura	39040	BARRETAINE
Jura	39041	BAUME-LES-MESSIEURS
Jura	39043	BEAUFORT
Jura	39045	BEFFIA
Jura	39046	BELLECOMBE
Jura	39047	BELLEFONTAINE
Jura	39050	BESAIN
Jura	39052	BIEF-DES-MAISONS
Jura	39053	BIEF-DU-FOURG
Jura	39055	BILLECUL
Jura	39057	BLOIS-SUR-SEILLE
Jura	39058	BLYE
Jura	39059	BOIS-D'AMONT
Jura	39061	BOISSIA
Jura	39062	BOISSIERE
Jura	39063	BONLIEU
Jura	39065	BONNEFONTAINE
Jura	39066	BORNAY
Jura	39068	BOUCHOUX
Jura	39069	BOURCIA
Jura	39070	BOURG-DE-SIROD
Jura	39072	BRACON
Jura	39079	BRIOD
Jura	39080	BROISSIA
Jura	39083	CENSEAU
Jura	39084	CERNANS
Jura	39085	CERNIEBAUD
Jura	39086	CERNON
Jura	39089	CEZIA
Jura	39091	CHALESMES
Jura	39092	CHAMBERIA
Jura	39094	CHAMOLE
Jura	39097	CHAMPAGNOLE
Jura	39102	CHANCIA
Jura	39103	CHAPELLE-SUR-FURIEUSE
Jura	39105	CHAPOIS
Jura	39106	CHARCHILLA
Jura	39107	CHARCIER
Jura	39108	CHARENCY
Jura	39109	CHAREZIER
Jura	39111	CHARNOD
Jura	39113	CHASSAL
Jura	39114	CHATEAU-CHALON
Jura	39115	CHATEAU-DES-PRES

Jura	39116	CHATELAINE
Jura	39118	CHATEL-DE-JOUX
Jura	39120	CHATELNEUF
Jura	39122	CHATILLON
Jura	39123	CHATONNAY
Jura	39126	CHAUMUSSE
Jura	39127	CHAUSSENANS
Jura	39129	CHAUX-DES-CROTENAY
Jura	39130	CHAUX-DES-PRES
Jura	39131	CHAUX-DU-DOMBIEF
Jura	39133	CHAUX-CHAMPAGNY
Jura	39134	CHAVERIA
Jura	39137	CHEMILLA
Jura	39142	CHEVREAUX
Jura	39143	CHEVROTAINE
Jura	39147	CHILLY-SUR-SALINS
Jura	39148	CHISSERIA
Jura	39151	CHOUX
Jura	39153	CIZE
Jura	39154	CLAIRVAUX-LES-LACS
Jura	39155	CLUCY
Jura	39156	COGNA
Jura	39157	COISERETTE
Jura	39158	COISIA
Jura	39161	COMMUNAILLES-EN-MONTAGNE
Jura	39163	CONDES
Jura	39164	CONLIEGE
Jura	39165	CONTE
Jura	39166	CORNOD
Jura	39168	COURBETTE
Jura	39174	COYRIERE
Jura	39175	COYRON
Jura	39177	CRANCOT
Jura	39178	CRANS
Jura	39179	CRENANS
Jura	39180	CRESSIA
Jura	39183	CROTENAY
Jura	39184	CROZETS
Jura	39186	CUTTURA
Jura	39187	CUVIER
Jura	39192	DENEZIERES
Jura	39195	DESSIA
Jura	39200	DOMPIERRE-SUR-MONT
Jura	39201	DOUCIER
Jura	39202	DOURNON
Jura	39203	DOYE
Jura	39204	DRAMELAY
Jura	39207	ECRILLE
Jura	39208	ENTRE-DEUX-MONTS
Jura	39209	VAL-D'EPY

Jura	39210	EQUEVILLON
Jura	39213	ESSERVAL-COMBE
Jura	39214	ESSERVAL-TARTRE
Jura	39215	ESSIA
Jura	39216	ETIVAL
Jura	39221	FAVIERE
Jura	39222	FAY-EN-MONTAGNE
Jura	39224	FETIGNY
Jura	39225	FIED
Jura	39226	FLORENTIA
Jura	39227	FONCINE-LE-BAS
Jura	39228	FONCINE-LE-HAUT
Jura	39230	FONTENU
Jura	39232	FORT-DU-PLASNE
Jura	39237	FRAROS
Jura	39239	FRASNEE
Jura	39240	FRASNOIS
Jura	39244	FRONTENAY
Jura	39247	GENOD
Jura	39248	GERAISE
Jura	39250	GERUGE
Jura	39253	GIGNY
Jura	39254	GILLOIS
Jura	39255	GIZIA
Jura	39258	GRANDE-RIVIERE
Jura	39260	GRANGES-SUR-BAUME
Jura	39261	GRAYE-ET-CHARNAY
Jura	39264	GRUSSE
Jura	39265	HAUTECOUR
Jura	39267	IVORY
Jura	39268	IVREY
Jura	39269	JEURRE
Jura	39271	LAC-DES-ROUGES-TRUITES
Jura	39272	LADOYE-SUR-SEILLE
Jura	39273	LAINS
Jura	39274	LAJOUX
Jura	39275	LAMOURA
Jura	39277	LARDERET
Jura	39278	LARGILLAY-MARSONNAY
Jura	39280	LARRIVOIRE
Jura	39281	LATET
Jura	39282	LATETTE
Jura	39283	LAVANCIA-EPERCY
Jura	39286	LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE
Jura	39287	LAVANS-SUR-VALOISE
Jura	39288	LAVIGNY
Jura	39289	LECT
Jura	39290	LEGNA
Jura	39291	LEMUY
Jura	39292	LENT

Jura	39293	LESCHERES
Jura	39294	LEZAT
Jura	39295	LOISIA
Jura	39297	LONGCHAUMOIS
Jura	39298	LONGCOCHON
Jura	39301	LOULLE
Jura	39303	LOUVENNE
Jura	39306	MACORNAY
Jura	39307	MAISOD
Jura	39312	MARIGNA-SUR-VALOUSE
Jura	39313	MARIGNY
Jura	39314	MARNEZIA
Jura	39315	MARNOZ
Jura	39317	MARRE
Jura	39318	MARTIGNA
Jura	39321	MENETRU-LE-VIGNOBLE
Jura	39322	MENETRUX-EN-JOUX
Jura	39324	MERONA
Jura	39325	MESNAY
Jura	39326	MESNOIS
Jura	39328	MEUSSIA
Jura	39329	MIEGES
Jura	39330	MIERY
Jura	39331	MIGNOVILLARD
Jura	39332	MIREBEL
Jura	39333	MOIRANS-EN-MONTAGNE
Jura	39334	MOIRON
Jura	39336	MOLAIN
Jura	39339	MOLINGES
Jura	39340	MOLPRE
Jura	39341	MOLUNES
Jura	39343	MONNETAY
Jura	39344	MONNET-LA-VILLE
Jura	39346	MONTAGNA-LE-RECONDUIT
Jura	39347	MONTAGNA-LE-TEMPLIER
Jura	39348	MONTAIGU
Jura	39351	MONTCUSEL
Jura	39353	MONTFLEUR
Jura	39356	MONTIGNY-SUR-L'AIN
Jura	39359	MONTMARLON
Jura	39363	MONTREVEL
Jura	39364	MONTROND
Jura	39366	MONT-SUR-MONNET
Jura	39367	MORBIER
Jura	39368	MOREZ
Jura	39371	MOUILLE
Jura	39372	MOURNANS-CHARBONNY
Jura	39373	MOUSSIÈRES
Jura	39375	MOUTONNE
Jura	39376	MOUTOUX

Jura	39380	NANCUISE
Jura	39381	NANS
Jura	39382	NANTEY
Jura	39388	NEVY-SUR-SEILLE
Jura	39389	NEY
Jura	39390	NOGNA
Jura	39391	NOZEROY
Jura	39393	ONGLIERES
Jura	39394	ONOZ
Jura	39397	ORGELET
Jura	39406	PASQUIER
Jura	39408	PATORNAY
Jura	39413	PESSE
Jura	39417	PIARDS
Jura	39418	PICARREAU
Jura	39419	PILLEMOINE
Jura	39420	PIMORIN
Jura	39423	PLAISIA
Jura	39424	PLANCHES-EN-MONTAGNE
Jura	39425	PLANCHES-PRES-ARBOIS
Jura	39426	PLASNE
Jura	39427	PLENISE
Jura	39428	PLENISETTE
Jura	39431	POIDS-DE-FIOLE
Jura	39434	POLIGNY
Jura	39435	PONT-DE-POITTE
Jura	39436	PONT-D'HERY
Jura	39437	PONT-DU-NAVOY
Jura	39438	PONTHOUX
Jura	39440	PRATZ
Jura	39441	PREMANON
Jura	39442	PRENOVEL
Jura	39443	PRESILLY
Jura	39444	PRETIN
Jura	39445	PUBLY
Jura	39453	RAVILLOLES
Jura	39455	REITHOUSE
Jura	39458	REVIGNY
Jura	39460	RIXOUSE
Jura	39461	RIX
Jura	39463	ROGNA
Jura	39466	ROSAY
Jura	39467	ROTALIER
Jura	39468	ROTHONAY
Jura	39470	ROUSSES
Jura	39473	SAFFLOZ
Jura	39478	SAINT-CLAUDE
Jura	39481	SAINT-GERMAIN-EN-MONTAGNE
Jura	39483	SAINT-HYMETIERE
Jura	39484	SAINT-JEAN-D'ETREUX

Jura	39485	SAINT-JULIEN
Jura	39487	SAINT-LAURENT-EN-GRANDVAUX
Jura	39488	SAINT-LAURENT-LA-ROCHE
Jura	39491	SAINT-LUPICIN
Jura	39492	SAINT-MAUR
Jura	39493	SAINT-MAURICE-CRILLAT
Jura	39494	SAINT-PIERRE
Jura	39495	SAINT-THIEBAUD
Jura	39497	SAIZENAY
Jura	39500	SALINS-LES-BAINS
Jura	39503	SAPOIS
Jura	39504	SARROGNA
Jura	39505	SAUGEOT
Jura	39506	SAVIGNA
Jura	39509	SENAUD
Jura	39510	SEPTMONCEL
Jura	39517	SIROD
Jura	39518	SONGESON
Jura	39519	SOUCIA
Jura	39522	SUPT
Jura	39523	SYAM
Jura	39529	THESY
Jura	39530	THOIRETTE
Jura	39531	THOIRIA
Jura	39532	THOISSIA
Jura	39534	TOUR-DU-MEIX
Jura	39538	UXELLES
Jura	39540	VALEMPOULIERES
Jura	39542	VALFIN-SUR-VALOUSE
Jura	39543	VANNOZ
Jura	39544	VARESSIA
Jura	39545	VAUDIOUX
Jura	39547	VAUX-LES-SAINT-CLAUDE
Jura	39548	VAUX-SUR-POLIGNY
Jura	39550	VERGES
Jura	39551	VERIA
Jura	39552	VERNANTOIS
Jura	39554	VERS-EN-MONTAGNE
Jura	39556	VERTAMBOZ
Jura	39557	VESCLES
Jura	39558	VEVY
Jura	39560	VILLARD-SAINT-SAUVEUR
Jura	39561	VILLARDS-D'HERIA
Jura	39562	VILLARD-SUR-BIENNE
Jura	39564	VILLECHANTRIA
Jura	39566	VILLENEUVE-LES-CHARNOD
Jura	39579	VIRY
Jura	39582	VOITEUR
Jura	39583	VOSBLES
Jura	39585	VULVOZ

Territoire Belfort	de	90009	BEAUCOURT
Territoire Belfort	de	90027	COURCELLES
Territoire Belfort	de	90030	CROIX
Territoire Belfort	de	90045	FECHE-L'EGLISE
Territoire Belfort	de	90070	MONTBOUTON
Territoire Belfort	de	90090	SAINT-DIZIER-L'EVEQUE
Territoire Belfort	de	90105	VILLARS-LE-SEC

Axe 7 - Assistance technique FEDER

OS 7.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FEDER

Résultat attendu	Garantir une gestion du FEDER efficace et sécurisée en soutenant des actions visant à la préparation, à l'animation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information, à la communication et aux contrôles du Programme Opérationnel et des actions visant à renforcer les capacités administratives nécessaires à la mise en œuvre du Programme.
Indicateurs de réalisation	Nombre de journées de formation (IS13) Nombre d'actions de communication (IS14) Nombre d'évaluations thématiques conduites (IS15) Nombre d'ETP financés (IS16)

Types d'actions

Renforcement des capacités administratives (humaines et matérielles) pour assurer la mission d'Autorité de gestion:

- Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FEDER ;
- Frais de fonctionnement : locations immobilières, équipements informatiques et mobiliers, fournitures...
- Organisation de sessions de formation et d'information des personnels en charge du FEDER ;
- Sécuriser les procédures ;
- Réseautage...

Préparation, animation, gestion et suivi du Programme :

- Préparation, organisation, gestion et suivi des travaux des instances et comités nécessaires à la gestion et à la mise en œuvre du programme (Comités, instance de concertation, rencontres partenariales, groupes de travail, ...)
- Aide au montage administratif et financier du dossier et appui aux porteurs de projets ;
- Conception, mise à jour et diffusion d'outils de gestion, y compris informatique...

Evaluation du Programme :

- Dépenses liées au suivi et à l'évaluation du programme comprenant notamment le recours à des prestataires externes...

Information et Communication (connaître et faire connaître le programme) :

- Animation, information et communication sur les potentialités offertes par le Programme Opérationnel ;
- Stratégie de communication, élaboration de plan de communication ;
- Outils et actions de communication ;
- Organisation de séminaires...

Respect des obligations de contrôle :

- Externalisation possible des contrôles de service fait...

Bénéficiaires

Autorité de gestion, Autorité de certification

Les crédits d'assistance technique seront réservés à l'initiative de l'Autorité de gestion.

Critères d'éligibilité

Les actions soutenues doivent contribuer à garantir une gestion efficace du FEDER.

- Dépenses de personnel : les agents concernés devront effectuer des tâches en lien avec les activités de mise en œuvre des fonds européens ;
- Dépenses de formation : les actions devront être en lien avec le plan de formation ;
- Communication : les actions devront être en lien avec la stratégie de communication ;
- Evaluation : les actions devront être en lien avec le plan d'évaluation.

Dépenses éligibles

Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FEDER ;

Dépenses de formation des agents en charge du FEDER ;

Charges indirectes calculées sur la base de l'article 68.b du règlement (coûts simplifiés – 15% des dépenses directes de personnel) ;

Prestations externalisées (communication, évaluations, études, appui technique...) ;

Dépenses liées à l'organisation d'événements.

Taux – Financement

Taux FEDER : taux maximum de la catégorie de région (60% pour la partie Région en transition, 50% pour la partie Région plus développée).

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis si thématique spécifique	Direction des ressources humaines
-------------------------------	-----------------------------------

Axe 8 - Assistance technique FSE

OS 8.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FSE

Résultat attendu	Garantir une gestion du FSE efficace et sécurisée en soutenant des actions visant à la préparation, à l'animation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information, à la communication et aux contrôles du Programme Opérationnel et des actions visant à renforcer les capacités administratives nécessaires à la mise en œuvre du Programme.
Indicateurs de réalisation	Nombre de journées de formation (IS13) Nombre d'actions de communication (IS14) Nombre d'évaluations thématiques conduites (IS15) Nombre d'ETP financés (IS16)

Types d'actions :

Renforcement des capacités administratives (humaines et matérielles) pour assurer la mission d'Autorité de gestion:

- Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FSE,
- Frais de fonctionnement : locations immobilières, équipements informatiques et mobiliers, fournitures...
- Organisation de sessions de formation et d'information des personnels en charge du FSE,
- Sécuriser les procédures,
- Réseautage...

Préparation, animation, gestion et suivi du Programme :

- Préparation, organisation, gestion et suivi des travaux des instances et comités nécessaires à la gestion et à la mise en œuvre du programme (Comités, instance de concertation, rencontres partenariales, groupes de travail, ...)
- Aide au montage administratif et financier du dossier et appui aux porteurs de projets
- Conception, mise à jour et diffusion d'outils de gestion, y compris informatique

Evaluation du Programme :

- Dépenses liées au suivi et à l'évaluation du programme comprenant notamment le recours à des prestataires externes...

Information et Communication (connaître et faire connaître le programme) :

- Animation, information et communication sur les potentialités offertes par le Programme Opérationnel
- Stratégie de communication, élaboration de plan de communication
- Outils et actions de communication
- Organisation de séminaires...

Respect des obligations de contrôle :

- Externalisation possible des contrôles de service fait...

Bénéficiaires

Autorité de gestion
Autorité de certification

Les crédits d'assistance technique seront réservés à l'initiative de l'Autorité de gestion.

Critères d'éligibilité

Les actions soutenues doivent contribuer à garantir une gestion efficace du FSE.

- Dépenses de personnel : les agents concernés devront effectuer des tâches en lien avec les activités de mise en œuvre des fonds européens ;
- Dépenses de formation : les actions devront être en lien avec le plan de formation ;
- Communication : les actions devront être en lien avec la stratégie de communication ;
- Evaluation : les actions devront être en lien avec le plan d'évaluation.

Dépenses éligibles

Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FSE ;

Dépenses de formation des agents en charge du FSE ;

Charges indirectes calculées sur la base de l'article 68.b du règlement (coûts simplifiés – 15% des dépenses directes de personnel) ;

Prestations externalisées (communication, évaluations, études...) ;

Dépenses liées à l'organisation d'évènements.

Taux – Financement

Taux FSE : 60% des dépenses éligibles

Services consultés

(modifié en version 2.0 et 3.0)

Avis si thématique spécifique	Direction des ressources humaines
-------------------------------	-----------------------------------

Autorité de gestion

Région Bourgogne Franche-Comté

4, square Castan • CS51857 • 25031 Besançon Cedex

Tél. : 03 81 61 61 61

www.europe-en-franche-comte.eu